

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade  
et Sylvain Mary (dir.)

*Jacques Foccart :  
archives ouvertes (1958-1974)*

*La politique, l'Afrique et le monde*

« Les archives répondront un jour à vos questions », riposte Foccart pour ne pas en dire plus sur l'opération « Homo » du SDECE contre le Camerounais Félix Moumié en 1960. « Foccart est au parfum », s'écriait-on déjà, à tort et à travers, en pleine affaire Ben Barka en 1966, comme une invocation protectrice immanente mais invisible. Rarement un homme a-t-il suscité autant de fantasmes dans l'histoire contemporaine de la France. Le plus proche collaborateur du général de Gaulle à l'Élysée reste dans l'imaginaire collectif l'homme aux lèvres scellées. Malgré la publication au crépuscule de sa vie de deux tomes d'entretiens et de son *Journal de l'Élysée*, l'image sulfureuse du chef « barbouze » qui emporte dans sa tombe les secrets de la République a longtemps prévalu. C'était ignorer qu'un demi-kilomètre d'archives produites par Foccart et ses collaborateurs au sein de son secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, ancêtre de la cellule Afrique de l'Élysée, avait été collecté par les Archives nationales à partir de 1977.

Au terme de douze années de travail de classement, les Archives nationales ont publié en 2015 l'inventaire des archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, dit « fonds Foccart ». Un programme de dépouillement a été mené par des équipes de chercheurs spécialisés dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, celle des outre-mer et celle de l'Afrique contemporaine. L'exploitation de ces sources offre un nouvel éclairage sur le mythe Foccart, l'histoire de la création de la V<sup>e</sup> République, l'invention des DOM-TOM dans les Antilles, l'océan Indien et le Pacifique, et enfin l'histoire de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et de ce qu'il est convenu d'appeler la « Françafrique ».

Couverture : Premier sommet France-Afrique, dit réunion franco-africaine de l'Élysée, Paris, 13 novembre 1973. Accueil d'Omar Bongo, président gabonais, par Jacques Foccart (AG/5(F)/3285) © Archives nationales (France)

ISBN de ce document :

979-10-231-3415-5



# JACQUES FOCCART : ARCHIVES OUVERTES

# Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

## Dernières parutions

*Soldats de la loi. La gendarmerie au XX<sup>e</sup> siècle*

Jean-Noël Luc (dir.)

*John Foster Dulles. Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*

François David

*L'Afrique indépendante dans le système international*

Émilie Robin-Hivert & Georges-Henri Soutou (dir.)

*Jacques Seydoux diplomate (1870-1929)*

Stanislas Jeannesson

*Louis Jacquinot, un indépendant en politique*

Julie Bour, Olivier Dard,

Lydiane Gueit-Montchal et Gilles Richard (dir.)

*Penser le système international (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle).*

*Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*

Éric Bussière, Isabelle Davion,

Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.)

*L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)*

Jean-Baptiste Manchon

*Les Guerres balkaniques 1912-1913*

Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.)

*Sortir de la guerre*

Michèle Battesti et Jacques Frémeaux (dir.)

*La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)*

Laurent López

*Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,*

*soldat de la Grande Guerre*

Nadine-Josette Chaline

*Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA*

Mathieu Dubois

*De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)*

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

*Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours*

Jean-Noël Luc et Arnaud-Dominique Houte (dir.)

*Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.*

*Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales*

Olivier Zajec

*La Grande Guerre des assiettes*

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

Jacques Foccart :  
archives ouvertes  
(1958-1974)

La politique, l'Afrique et le monde



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne  
et de l'Agence universitaire de la francophonie (bureau d'Europe de l'Ouest)

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0560-5  
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017  
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)  
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

**SUP**

Maison de la Recherche  
Université Paris-Sorbonne  
28, rue Serpente  
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

[sup@sorbonne-universite.fr](mailto:sup@sorbonne-universite.fr)

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

TROISIÈME PARTIE

## **La « méthode Foccart »**





POLITIQUE DE L'URGENCE CONTRE LA DÉCOLONISATION.  
FOCCART, CONSEILLER PRÉSIDENTIEL POUR LES  
DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (1958-1974)

*Sylvain Mary*

Dès les débuts de la V<sup>e</sup> République, l'investissement des départements d'Outre-mer par le pouvoir métropolitain prit une ampleur inédite. Dans un contexte mondial de décolonisation, les « trois glorieuses de la Martinique » de décembre 1959, le « Mai 67 » guadeloupéen, la mort du député guyanais Justin Catayée en 1962 ou encore la cavale de Paul Vergès à travers le « maquis » réunionnais devinrent, aux yeux des militants qui se revendiquaient de l'anticolonialisme, les symboles d'une décennie de contestation de « l'ordre départemental » garanti par la métropole<sup>1</sup>. Dans l'entourage des présidents Charles de Gaulle et Georges Pompidou, Jacques Foccart contribua à hisser en urgence le dossier des DOM au rang de priorité. Au sein du « fonds Foccart », la masse d'archives en lien avec ce dossier (environ 250 cotes) atteste de la ténacité de l'État gaulliste à combattre le spectre de la décolonisation des DOM. Obéissant aux mêmes logiques de classement que son versant africain, le versant ultramarin du fonds se compose des correspondances privées de Foccart, de ses dossiers de conseiller et de ceux de ses collaborateurs.

De longue date, le parcours de celui qui fut qualifié de « vieux guadeloupéen<sup>2</sup> » – il est issu par sa branche maternelle de la bonne société blanche créole – se trouva lié aux « vieilles colonies » devenues des départements en 1946. En effet, dès le printemps 1947, la direction du RPF le nomma responsable du secteur Antilles-Guyane<sup>3</sup>. Puis, ses fonctions au bénéfice des DOM – et par ailleurs des TOM –

- 1 Enjeux de mémoire encore brûlants aux Antilles comme en Guyane, les trois premiers événements ont fait l'objet, entre janvier 2015 et octobre 2016, d'une commission temporaire de recherche historique, nommée par le ministère des Outre-mer et composée de Benjamin Stora, Michelle Zancarini-Fournel, Jacques Dumont, Laurent Jalabert, Louis-Georges Placide, Serge Mam Lam Fouck, René Bélénus, Edenz Maurice, et Sylvain Mary. Le rapport d'étude de cette commission est en ligne sur le site internet de la Documentation française [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000717.pdf]
- 2 Frédéric Turpin, *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015, p. 361.
- 3 Sylvain Mary, « Renseignement, propagande et réseaux gaullistes Outre-mer. Jacques Foccart et les Antilles-Guyane sous la IV<sup>e</sup> République », *Histoire, économie et société*, 2015/4, p. 110-120.

se poursuivirent à l'Élysée de 1958 à 1974. Pour le compte des présidents, son rôle se résumait à deux types d'activités dans le domaine des questions ultramarines : le suivi et la coordination de l'action interministérielle ainsi que la responsabilité des campagnes électorales et de l'implantation des organisations gaullistes. Dans l'optique d'une histoire de l'Outre-mer sous la V<sup>e</sup> République, chantier historiographique appelé à se développer<sup>4</sup>, ces archives constituent un matériau de valeur. Confrontées à une lecture critique des cinq tomes du *Journal de l'Élysée*<sup>5</sup>, elles contribuent à éclairer sous un jour nouveau les logiques de la politique ultramarine de l'État. À travers l'action de Foccart et de ses collaborateurs apparaissent les ressorts de la politique de départementalisation que les gaullistes, désormais au pouvoir, entendent poursuivre et accélérer.

ENTRE « PRÉ CARRÉ AFRICAIN » ET DOM-TOM :  
L'AMBIGUÏTÉ DES PRÉROGATIVES DE FOCCART

240

La délimitation des prérogatives de Foccart, officielles pour le « pré carré africain » et officieuses pour les DOM-TOM, présentait un caractère ambiguë. Pour quelle raison des pays désormais indépendants et des départements/territoires restés français relevaient-ils de la responsabilité d'un même homme ?

Le contexte de décolonisation du tournant des années 1960 apporte un élément de réponse. Les possessions ultramarines formaient à cette époque un ensemble hétéroclite en plein chambardement : les États africains associés à la Communauté, moins de deux ans après avoir rompu avec le statut de TOM en 1958, basculaient vers l'indépendance ; les TOM du Pacifique et de l'océan Indien étaient voués à des destins incertains et sans doute divergents, les seconds (Djibouti et les Comores) promis à une indépendance à plus court terme ; les DOM, en revanche, fruits d'une assimilation ancienne à la métropole, paraissaient s'écarter des autres composantes de l'ensemble ultramarin mais la popularité des idéaux anticolonialistes y faisaient craindre une évolution vers la décolonisation.

Le pouvoir gaulliste eut ainsi une appréhension empirique, et parfois hésitante, de cet espace ultramarin dont il fallait redessiner les contours dans une optique de décolonisation sélective. L'ambiguïté des prérogatives de Foccart, entre « pré carré africain » et DOM-TOM, en fut l'expression. De la même manière, la position des jeunes chargés de mission dont il s'était entouré pour le suivi des DOM-TOM reflétait elle aussi cette équivoque. Formant son

4 Laurent Jalabert, « Les sources de l'histoire de l'Outre-mer sous la V<sup>e</sup> République : abondance et diversité pour une histoire en construction », *Outre-mers, revue d'histoire*, 354-355, 2007/1, p. 285-303.

5 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001, 5 vol.

cabinet, ces chargés de mission étaient installés à l'Élysée mais ils participaient pourtant aux traditionnelles réunions hebdomadaires du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches à l'hôtel de Noirmoutier<sup>6</sup>. Présidées par Foccart, ces réunions suivaient un ordre du jour alternant Afrique et DOM-TOM. Ce mélange des genres demeura jusqu'en 1988, date à laquelle les fonctions de conseiller présidentiel pour les DOM-TOM et pour l'Afrique furent enfin disjointes, mettant fin à une transition institutionnelle de 30 ans dans l'organigramme de l'Élysée<sup>7</sup>. En 1969, au moment de sa prise de fonction, le président Pompidou s'était bien inquiété de la position « un tant soit peu discutable<sup>8</sup> » de son conseiller Afrique au sujet des DOM-TOM, mais s'était vite ravisé. Il faut cependant reconnaître que, pendant toutes ces années, cette association anachronique entre Afrique et DOM-TOM fut tempérée, en pratique, par l'évolution du profil des membres du cabinet de Foccart au sein duquel les énarques se substituèrent très vite aux anciens de la « Colo »<sup>9</sup>. Ces derniers, rompus aux réalités de terrain, limiteraient désormais leur champ de compétences à l'Afrique<sup>10</sup>. Le dossier des DOM-TOM reviendrait, en revanche, à des administrateurs civils, experts des rouages de l'État métropolitain. Foccart devrait ainsi répondre aux ambitions croissantes du Général dans le secteur ultramarin<sup>11</sup>.

- 6 Frédéric Turpin, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 8, mai-août 2009. On notera que ces réunions se déroulaient en parallèle du Conseil des ministres.
- 7 La fonction fut occupée par René Journiac puis Martin Kirsch sous Valéry Giscard d'Estaing, et enfin par Guy Penne sous François Mitterrand. Ce même mélange des genres concernait aussi Matignon à l'époque gaulliste : les conseillers techniques pour les DOM-TOM étaient aussi chargés des dossiers africains (René Journiac, Yves Jouhaud puis Jacques Le Cornec).
- 8 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée, op. cit.*, t. 3, *Dans les bottes du Général (1969-1971)*, 1999, p. 84.
- 9 Sont issus de l'ENFOM : Pierre Bas (1959-1962) et Joseph Desmarescaux (1960-1965). Sont issus de l'ENA Paul Bouteiller (1966-1967), Jean Cérez (1967-1969) et Jean Montpezat (1969-1974). Les dossiers de ces collaborateurs sont classés sous les cotes suivantes : AN, AG/5(F)/1038 à 1085.
- 10 Évolution au profit des administrateurs civils issus de l'ENA qui transparaît aussi dans le profil des préfets des DOM et des hauts fonctionnaires en poste à la rue Oudinot, beaucoup plus toutefois au sein de secrétariat général des DOM qu'au sein de la direction des TOM.
- 11 Il faut faire observer le poids souvent décisif de ce « cabinet Foccart » face à Matignon, surtout sous Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas. Au cabinet du Premier ministre, les conseillers techniques géraient en effet les DOM-TOM parmi bien d'autres dossiers (Affaires africaines et questions judiciaires) : René Journiac jusqu'en 1967, Yves Jouhaud jusqu'en 1973 puis Jacques Le Cornec jusqu'en 1974. Sous Pierre Messmer, le suivi des DOM-TOM par Matignon fut en revanche un peu mieux assuré : les principaux collaborateurs de cabinet étaient des anciens de l'ENFOM. Son directeur de cabinet, Jean Déliou, était l'ancien préfet de la Martinique (1967-1969). Notons enfin que ce même constat des ambitions de l'Élysée peut être dressé pour les TOM du Pacifique. Voir François Audigier, « Une figure de l'État dans la Pacifique. Jacques Foccart, un conseiller très influent au service d'une certaine idée de l'Outre-mer », dans Paul de Deckker (dir.), *Figures de l'État dans le Pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 195-210.

La consultation du « fonds Foccart », associée à d'autres archives, notamment ministérielles, contribue à révéler le caractère présidentiel de la politique gaulliste à l'égard des DOM. Dès leur prise de fonction, les titulaires du portefeuille de la rue Oudinot découvraient en effet le rapport qui les unissait à la présidence. Aux côtés de la coopération et de la défense nationale, « domaines réservés » par excellence du chef de l'État, le secteur des DOM-TOM occupait une place de choix<sup>12</sup>. La pratique tranchait avec celle de la IV<sup>e</sup> République, en particulier à l'égard des DOM, gérés à cette époque par le ministère de l'Intérieur comme n'importe quels départements français. Par son action, Foccart ne fut pas étranger à la réintégration des DOM dans le giron de la rue Oudinot en 1959 et au renforcement, en liaison avec cette dernière, du caractère présidentiel de la politique ultramarine en général.

242

La diversité des archives contenues dans le fonds témoigne de l'étendue des compétences de Foccart et de ses collaborateurs en la matière. Mêlant correspondances privées et documents officiels, les cartons renferment trois grandes types d'archives : des télégrammes et des notes échangés entre l'administration centrale et les préfetures ; des correspondances privées entre Foccart et des notables ultramarins ; des synthèses de renseignement adressées en copie à l'Élysée. Elles témoignent de l'ambivalence de sa mission, oscillant entre une présence discrète et un interventionnisme remarqué. À titre personnel, Foccart développait une conception extensive de ses prérogatives qui se manifestait d'emblée au moment du choix des ministres et de leur prise de fonction. Des rumeurs récurrentes lui attribuaient la réalité du pouvoir au détriment du ministre, au point que Michel Debré l'encouragea, en vain, à solliciter le portefeuille de l'Outre-mer au sein du premier gouvernement Chaban-Delmas<sup>13</sup>. Les présidents de Gaulle et Pompidou, soucieux du respect des prérogatives ministérielles de la rue Oudinot, tempéraient cependant l'ardeur de leur conseiller. Pour sa défense, Foccart avait objecté à ce dernier qu'il n'intervenait que « sur le plan des relations et jamais sur le fond<sup>14</sup> ». Les présidents s'accommodaient en réalité fort bien de cette situation floue qui leur permettait en bien des circonstances de garder la main haute sur les dossiers ultramarins. Lorsque Foccart entra en conflit à l'automne 1969 avec le ministre Henri Rey (1969-1971), Pompidou prit nettement position pour son

---

12 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée, op. cit.*, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, 2001, p. 380.

13 *Ibid.*, t. 3, p. 45.

14 *Ibid.*, p. 84.

conseiller : « Il doit comprendre que c'est vous qui menez les affaires [...]. Par conséquent, il faut qu'il s'en tienne aux conseils que vous lui donnez<sup>15</sup> ».

S'agissant du choix des hommes en charge de la politique ultramarine, Foccart n'intervenait bien souvent que de façon indirecte. Pour les ministres, il apportait tout au plus sa caution<sup>16</sup>. Son poids était, en revanche, souvent plus décisif dans le choix des hauts fonctionnaires et la définition de leurs objectifs<sup>17</sup>. Avant leur départ, et ensuite tous les ans, les quatre préfets d'Outre-mer étaient individuellement reçus à l'Élysée par les présidents qui leur remettaient une feuille de route qu'il avait lui-même préparée. De 1967 à 1969, le préfet de la Guadeloupe, Jean Deleplanque, fut même reçu tous les deux mois par le général de Gaulle. Ancien sous-préfet de Batna, où il s'était illustré en contenant le soulèvement des Aurès à la Toussaint 1954, Deleplanque avait été nommé, selon ses propres mots, pour « pacifier la Guadeloupe<sup>18</sup> » après les massacres de mai 1967. De plus, lors de ses entretiens du soir avec le président, Foccart contribuait, en les évaluant, à la formation du jugement présidentiel à l'égard de ces derniers dont la difficile mission, scrutée depuis l'Élysée avec la plus grande attention, ne consistait pas simplement à représenter l'État mais aussi à incarner la France dans des territoires très revendicatifs à l'égard de la métropole. L'importance des prérogatives de Foccart pouvait aussi s'évaluer à sa capacité à former et à placer des hommes de confiance, appelés à se spécialiser dans la haute administration ultramarine ou dans le secteur de la coopération franco-africaine. En l'espèce, la dimension de fidélité personnelle était un paramètre clef dans le jugement qu'il portait sur ses collaborateurs dont il suivait attentivement les évolutions de carrière<sup>19</sup>.

De façon générale, la marge de manœuvre de Foccart pour le choix des ministres et des hauts fonctionnaires n'était pas illimitée et dépendait surtout de la personnalité du Premier ministre. Avec Pompidou (1962-1968) et

15 *Ibid.*, t. 5, p. 131.

16 AN, AG/5(F)/743, Il lui arriva même de se voir imposer des personnalités qu'il souhaitait écarter (cas de Bernard Stasi en 1973).

17 AN, AG/5(F)/3491, En Guadeloupe, il suit aussi la nomination des magistrats.

18 Jean Deleplanque, *Le Préfet et le Saumon. Souvenirs*, Paris, Michel de Maule, 2011, p. 130.

19 Son chargé de mission pour les DOM-TOM, Paul Bouteiller (ENA 1951), qui n'avait jusque-là occupé de poste de sous-préfet, ni même de secrétaire général, fut promu, en 1967, préfet de Guyane à 45 ans. Jean Montpezat (ENA 1965), chargé de mission pour les DOM-TOM de 1969 à 1974, occupa, après son départ de l'Élysée et jusqu'au début des années 1990, les postes les plus élevés de la haute administration ultramarine. Jean Parsi et Alfred Diefenbacher, respectivement préfets de la Martinique (1959-1961) et de la Réunion (1963-1966), furent placés, à l'issue de leur expérience ultramarine, à la tête du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP), structure alors centrée sur l'Afrique francophone. Foccart avait pu éprouver la fidélité de ce dernier lors de la cavale de Paul Vergès entre 1964 et 1966, période au cours de laquelle le préfet lui adressait prioritairement ses informations avant même de les transmettre à sa hiérarchie de la rue Oudinot (AN, 19940180/188).

Chaban-Delmas (1969-1972), sa latitude fut assez grande. En revanche, avec Messmer (1972-1974), fin connaisseur de l'Outre-mer, ses capacités d'intervention furent nettement amoindries. À son départ de la rue Oudinot pour Matignon, Messmer continua à garder un œil sur les DOM-TOM, nommant pour cela à ce portefeuille un secrétaire d'État auprès du Premier ministre. Puis il écarta, à la tête de l'administration centrale, le candidat de Foccart au poste de secrétaire général des DOM<sup>20</sup>.

244 Ce processus d'extension de ses prérogatives ne fut donc pas linéaire ni même immédiat. Entre 1958 et 1962, Matignon demeura le principal centre d'impulsion de la politique ultramarine : Michel Debré suivait le dossier, attentif aux répercussions de la guerre d'Algérie. Tous les vendredis par télégramme, les préfets d'Outre-mer livraient à Matignon leur appréciation de la situation locale. Pour le choix de ces hauts fonctionnaires, sa préférence allait à des hommes aguerris, souvent passés par l'Algérie depuis le début des « événements »<sup>21</sup>. Plusieurs conseils restreints des DOM, parmi les plus décisifs, eurent lieu, en outre, sous son autorité<sup>22</sup>, pratique qui ne fut pas perpétuée sous son successeur à Matignon. Ainsi, après 1962, avec Georges Pompidou au poste de Premier ministre, s'opéra une captation des dossiers intéressant les DOM au profit de Foccart, à l'exception de la Réunion, fief de Michel Debré<sup>23</sup>. À partir de là, la ligne de partage fut plus clairement établie : en matière de DOM-TOM, Foccart veillait au grain : « Moi je ne m'occupe pas de ce secteur, je m'en remets à vous », lui aurait déclaré Pompidou<sup>24</sup>. Ce renforcement de l'emprise du sommet de l'État sur ces dossiers s'accompagna aussi de l'institutionnalisation, jusqu'à deux fois par an, en présence de Foccart et de ses collaborateurs, de conseils restreints pour les DOM à l'Élysée. Pratique de gouvernement en plein développement au début de la présidence gaullienne, le recours aux conseils restreints était particulièrement fréquent dans les « domaines réservés » du chef de l'État<sup>25</sup>. À travers les arbitrages qui y étaient rendus, les conceptions de la présidence s'imposaient aux différents interlocuteurs, ministres et hauts fonctionnaires.

20 AN, AG/5(F)/694, Lettre de Jacques Foccart à Jean Déliou, non datée. Messmer nomma le préfet de région Jean-Émile Vié, ancien directeur des Renseignements généraux (1951-1955), au détriment de l'ancien préfet de la Martinique, Jean Déliou (1967-1969).

21 Il soutint ainsi avec succès, en 1961, la candidature du préfet Max Moulins, alors secrétaire général de l'Administration en Algérie, au poste de secrétaire général des DOM.

22 AN, AG/5(F)/738, Il présida ainsi le conseil restreint du 29 mai 1961 consacré aux questions sécuritaires : renforcement des moyens pour le maintien de l'ordre et création d'une politique spécifique des visas pour les DOM.

23 Gilles Gauvin, *Michel Debré et l'île de la Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion, 2006.

24 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée, op. cit.*, t. 1, *Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967)*, 1997, p. 752.

25 Bernard Tricot, « Les conseils restreints à l'Élysée au temps du général de Gaulle », dans Gilbert Pilleul (dir.), *L'Entourage et de Gaulle*, Paris, Plon, 1979, p. 64-172.

Au sein de la rue Oudinot, pratiquement tous les ministres exprimèrent au moins une fois leur exaspération à l'égard du conseiller présidentiel dont ils ne saisissaient pas vraiment le rôle exact<sup>26</sup>. Henri Rey, ministre de 1969 à 1971, s'offusqua ainsi de la tenue d'une conférence de presse de René Journiac, l'adjoint de Foccart, dans les locaux de l'Élysée, clamant « qu'il n'était plus ministre et qu'il avait l'air d'un imbécile<sup>27</sup> ». Amusé par la situation, Pierre Juillet confia à Foccart : « Il veut jouer au ministre et il est agacé parce que tu es à côté de lui et que tu veux lui prendre ses jouets<sup>28</sup> ». Cette présidentialisation de la politique ultramarine née avec de Gaulle perdura sous Pompidou, en dépit d'une incompréhension de départ entre Foccart et le Premier ministre Chaban-Delmas<sup>29</sup>.

Comment expliquer la pérennité de ce schéma de répartition des compétences au bénéfice de l'Élysée ? Le caractère stratégique de l'Outre-mer aux yeux des gaullistes, convaincus que celui-ci servait une ambition de grandeur nationale<sup>30</sup>, constitue un premier facteur d'explication. Malgré la perte des territoires africains, la France pouvait encore déployer, grâce à son Outre-mer, des forces de souveraineté à travers le monde, conservant le privilège de la dispersion sur le plan géostratégique<sup>31</sup>. Les « confettis d'Empire » concouraient ainsi à la politique d'indépendance nationale dont l'article 5 de la Constitution rappelait que le président en était précisément le garant. Le second facteur d'explication réside dans le fait que cette présidentialisation répondait aussi aux attentes des élites ultramarines « départementalistes ». Pour ces dernières, l'implication de la présidence dans le dossier des DOM apparaissait comme la preuve la plus éclatante d'une prise en charge de leurs problèmes spécifiques au plus haut niveau de l'État en même temps qu'elle constituait un moyen définitif de conjurer le spectre du « largage » de l'Outre-mer par la métropole. Ainsi, les déplacements du général de Gaulle, que Foccart régla dans les moindres détails, furent de grandes manifestations d'affirmation de la francité de ces

26 Jacques Le Cornec, *Un royaume antillais. D'histoires de rêves et de peuples mêlés*, Paris, L'Harmattan, p. 172.

27 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée, op. cit.*, t. 3, p. 151.

28 *Ibid.*, p. 158.

29 *Ibid.*, p. 151. Lors du premier conseil restreint pour les DOM de l'ère Pompidou en novembre 1969, ce dernier lui reprocha l'étendue de ses compétences et de vouloir traiter à l'Élysée de questions relevant, à ses yeux, de la compétence de Matignon à l'échelon interministériel.

30 Frédéric Turpin, « Le poids du facteur colonial dans les conceptions de la puissance du général de Gaulle », dans Éric Bussièrre, Isabelle Davion, Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.), *Penser le système international. Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*, Paris, PUPS, 2013, p. 169-176.

31 Jean-Marc Regnault, « L'Outre-mer français : pour faire face à la menace nucléaire (1946-1969) », *Revue d'histoire diplomatique*, 2015/1, p. 43-58.

jeunes départements et autant d'occasions pour le chef de l'État de rappeler sa détermination à mener une politique de rattrapage, rassurant ces élites sur les intentions de Paris à leur égard.

246



1. Le docteur Henri Bangou, maire communiste de Pointe-à-Pitre, et le général de Gaulle, Pointe-à-Pitre, 16 septembre 1966 (AN, collection Jean Montpezat)

#### DE LA COMBINAISON DES FORMES OFFICIEUSES ET OFFICIELLES DU POUVOIR : DES « RÉSEAUX » FOCCART AU SERVICE DU GAULLISME ?

Dès l'été 1947, Foccart entreprit d'installer ses « réseaux », terme qu'il faut entendre au sens trivial de relations interpersonnelles<sup>32</sup>. Cette tâche répondait à fois à des intérêts politiques officiels et à des intérêts commerciaux privés : exporter le gaullisme afin de garantir l'ancrage des DOM à la France et veiller sur des marchés essentiels à sa société d'import-export, présente aux Antilles. Dans l'entourage des présidents, l'étendue et la variété de ces relations pouvaient accréditer le mythe d'un homme agissant tel un électron libre dans le domaine des questions ultramarines. Dans un moment d'emportement, de Gaulle ne l'avait-il pas accusé de « rouler pour lui-même » et de favoriser ses « copains » d'Outre-mer<sup>33</sup> ? Dès lors, dans quelle mesure ces « réseaux » contribuaient-ils au succès du gaullisme ultramarin ?

32 Sylvain Mary, « Renseignement, propagande et réseaux gaullistes Outre-mer », art. cit.

33 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, op. cit., t. 1, p. 463.



Au départ, le caractère marginal du RPF dans les DOM ne lui offrit guère l'opportunité de pénétrer les principaux cercles de notabilité locale. Ses « réseaux » se limitaient le plus souvent à des métropolitains de passage agissant autant par esprit de carrière que par conviction militante<sup>34</sup>. Après 1958, ses « réseaux » ne cessèrent en revanche de se diversifier. Ses fonctions à l'Élysée lui permirent ainsi de créer un lien entre les notables « départementalistes » et l'institution présidentielle. Les voyages présidentiels, son intense activité épistolaire, les audiences qu'il accordait, les dîners annuels qu'il organisait en l'honneur des élus ou encore la *garden party* de la rue Oudinot, chaque 13 juillet, en présence du président, lui en donnaient l'occasion. Pour ces notables, cette possibilité d'accès direct au sommet de l'exécutif contrastait avec le schéma institutionnel de la IV<sup>e</sup> République. Avant 1958, la multiplicité des acteurs en charge des DOM au sein de l'appareil d'État, conséquence de la loi de départementalisation de 1946, avait engendré un sentiment d'anonymisation et d'éloignement du pouvoir<sup>35</sup> que l'implication personnelle, dans l'entourage présidentiel, d'une personnalité aussi puissante que Foccart, appartenant au cercle restreint des « barons » du gaullisme, vint précisément atténuer. Pour la masse des habitants des DOM, Foccart n'avait pourtant rien d'un personnage familier, caractéristique qu'un journaliste martiniquais releva, raillant au passage son « éternelle discrétion<sup>36</sup> ». Curieusement, la propagande d'opposition, pourtant largement critique envers l'État gaulliste qu'elle présentait sous les traits du colonialisme, semblait minorer, sinon ignorer, son influence. Pour preuve, son nom fut assez peu associé par les contemporains aux massacres de mai 1967 à Pointe-à-Pitre, à l'inverse d'aujourd'hui où Foccart est souvent désigné comme l'un des artisans du massacre. Le procès du GONG, une organisation nationaliste d'extrême gauche de la Guadeloupe que Foccart avait contribué criminaliser et à traduire en février 1968 devant la Cour de sûreté de l'État, n'offrit pas davantage l'occasion d'exhumer ses « réseaux ». Les avocats des dix-huit Guadeloupéens traduits devant la juridiction d'exception appelèrent pourtant Foccart à témoigner, mais leur demande n'aboutit pas<sup>37</sup>. Quelques années plus tard, en 1975, un ancien sympathisant du GONG rédigea un pamphlet passé largement inaperçu, en dépit de son titre incisif : *Prisonnier politique des Français. Un homme de couleur antillais a tenu en échec le gang*

34 François Audigier, « Les réseaux Foccart en Outre-mer à la fin de la IV<sup>e</sup> République, une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 2008/1, p. 59-75.

35 AN, AG/5(F)/758, Étude sur les classes dirigeantes en Guadeloupe, mémoire dactylographié, auteur inconnu, non daté.

36 AN, 19850665/49, Article intitulé « Jacques Foccart parmi nous », *Inter-Antilles*, 29 janvier-4 février 1975.

37 AN, AG/5(1)/2089.

de Jacques Foccart<sup>38</sup>. Mais, à ces quelques exceptions près, la légende noire des « réseaux Foccart », déjà bien établie à cette époque au sujet de son action africaine, ne rencontra pas dans les DOM un écho équivalent.

Le combat politique contre les opposants à la départementalisation constituait la raison première de ces « réseaux ». Foccart était ainsi responsable sur le terrain des campagnes électorales et de l'implantation des organisations gaullistes. Sa priorité allait à l'unité d'un « front départementaliste » face à la myriade des partis et des organisations qui prônaient des modèles alternatifs. Dans cette optique, son action ne s'appuyait pas seulement sur les notables « départementalistes » ou les préfets. Sa méfiance personnelle envers les élus qu'il soupçonnait d'opportunisme politique l'amenait à développer ses « réseaux » parmi les simples militants. Le professeur de lettres Barthélémy Mézin, pionnier du mouvement gaulliste à la Martinique et militant historique du RPF, lui procurait ainsi ses analyses<sup>39</sup>. Parmi ces militants, certains jouissaient d'une réputation sulfureuse. En mars 1967, un dénommé Vladimir Srynsky, commerçant blanc très investi dans les joutes électorales locales, avait été accusé d'avoir lâché son berger allemand sur un Guadeloupéen infirme, provoquant une émeute de trois jours dans le centre-ville de Basse-Terre<sup>40</sup>. La rumeur voulait aussi que ce commerçant fût l'organisateur de fraudes électorales au bénéfice de l'UNR depuis que des employés communistes des services postaux avaient intercepté un télégramme en clair, destiné à Foccart, quelques semaines plus tôt. Dans ses télégrammes, Foccart agissait quant à lui avec une extrême prudence, au moyen d'un langage codé destiné à tromper la vigilance des communistes, nombreux parmi les agents des services postaux antillais<sup>41</sup>. Pour cette même raison, certains courriers empruntaient des canaux parallèles, passant par des intermédiaires, avant de parvenir sur son bureau de l'Élysée<sup>42</sup>.

Aux Antilles, où ses « réseaux » étaient les plus développés, son influence s'étendait aussi aux milieux d'affaires. Son ami « Bob », fondé de pouvoir de sa société d'import-export, était depuis 1947 son principal informateur quotidien<sup>43</sup>. En outre, ses relations dans les milieux békés de la Martinique et blancs créoles de la Guadeloupe étaient très denses mais demeuraient assez

38 BnF, 16-LN27-91275 (A), Gérard Lauriette, *Prisonnier politique des Français. Un homme de couleur antillais a tenu en échec le gang de Jacques Foccart* (tapuscrit non daté, 528 pages).

39 AN, AG/5(F)/697.

40 AN, AG/5(F)/756.

41 AN, AG/5(F)/751-753. Comme à l'époque du RPF, « Général de Gaulle » se dit « Pierre » et « Évêque » se dit « Romain ».

42 AN, AG/5(F)/693. C'était le cas de certains courriers émanant, entre 1967 et 1970, du béké Roger Albert. Particulièrement prudent, celui-ci lui demandait parfois, en vain, de détruire les lettres.

43 AN, AG/5(F)/698, lettres de Robert Rigaud dit « Bob ». Son téléphone comptait parmi les quatre numéros préenregistrés au bureau de Foccart, sur son poste personnel.

discrètes. Le général de Gaulle reprouvait en effet la mainmise de ces derniers sur les économies antillaises<sup>44</sup>. Ces relations présentaient souvent un caractère amical et parfois même familial. Sa demi-sœur, sa « petite Marcelle », est décrite par le préfet de Guadeloupe Jacques Le Cornec (1973-1975) sous les traits « d'une dame veuve attentive à tous les potins locaux, et jouant de sa parenté avec Foccart dans son rôle d'agent officieux de renseignements ; les préfets la gâtent et s'en méfient<sup>45</sup> ». Békés et blancs créoles, inquiets des progrès de l'autonomisme et de l'indépendantisme qu'ils attribuaient à ceux du communisme, informaient directement leur « cher Jacques », court-circuitant les élus antillais, et parfois même les préfets<sup>46</sup>, auxquels ils n'accordaient qu'une confiance limitée. À la tête des organismes de défense d'intérêts professionnels, ces derniers cherchaient aussi à faire entendre leurs revendications commerciales<sup>47</sup>. Les représentants du *lobby* bananier avaient ainsi l'appui du conseiller gaulliste, fin connaisseur du dossier, qui relayait, par l'intermédiaire des ministères, leurs positions à Bruxelles. Pour leur compte, il se fit le défenseur, à l'encontre du modèle de l'organisation commune des marchés communautaires, d'un marché métropolitain français réservé aux 2/3 aux bananes antillaises, principe arrêté en 1962<sup>48</sup>, en dépit des contestations des pays du Benelux à Bruxelles.

Au-delà du secteur commercial, ces « réseaux » s'avéraient donc principalement utiles sur le plan politique. L'étendue et la variété des relations personnelles du conseiller présidentiel constituaient autant de canaux potentiels de renseignements, de circuits courts d'informations « à ras du sol », en plus des sources de renseignement officielles<sup>49</sup>. Le gaullisme au pouvoir ne pouvait que s'en trouver renforcé dans sa politique de défense de la départementalisation.

44 Foccart entretient par exemple des relations avec les familles Jaham, Hayot, Pompignan, Audebert, Allemand, Lignièrès. Outre plusieurs passages du *Journal de l'Élysée* qui montrent l'hostilité du général de Gaulle envers les békés, un commentaire manuscrit de ce dernier apposé sur une note du ministre Pierre Billote datée du 11 décembre 1967 confirme cette hostilité. Le commentaire manuscrit du général de Gaulle indique qu'il faut : « Répartir les terres en dépossédant les békés ! ».

45 Jacques Le Cornec, *Un royaume antillais*, op. cit. p. 222-223.

46 Ce fut le cas du préfet de Guadeloupe Pierre Bolotte (1965-1967), en conflit avec les grands bananiers au sujet de la répartition des aides publiques après le passage du cyclone Inès de 1966 (voir FNSP, PB 14, fonds du préfet Pierre Bolotte)

47 AN, AG/5(F)/1048. Foccart appuyait ainsi leurs candidatures au Conseil économique et social. Ce fut le cas de Louis Lignièrès ou, en 1971, du grand bourgeois mulâtre Jean-Josée Clément, héritier des rhums Clément, qui fut par ailleurs chargé de mission national pour les DOM-TOM du parti gaulliste UD-V<sup>e</sup> à partir de 1973.

48 AN, AG/5(F)/705, Conseil restreint du 5 janvier 1962.

49 Foccart semblait friand de renseignements nominatifs. Les jugements portés sur les fonctionnaires par ses informateurs pouvaient influencer sur la décision de les rappeler en métropole.

Les idées personnelles de Foccart en matière de départementalisation, forgées depuis 1947, s'inscrivaient pour l'essentiel dans le cadre global fixé par les présidents de Gaulle et Pompidou. Le premier avait au sujet DOM des idées très arrêtées, au moins depuis le référendum de septembre 1958, qui contrastaient avec la vision plus empirique qu'il avait du reste de l'Outre-mer, y compris des territoires du Pacifique<sup>50</sup>. Rattachées à la France depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, et sans personnalité collective ayant historiquement émergé en dehors de la colonisation, la nature des quatre « vieilles colonies » ne les prédestinait pas, selon lui, à l'autonomie, encore moins à l'indépendance.

250

Partant de cet axiome, la mission de Foccart consista en un combat acharné, et par tous les moyens, contre les idées autonomistes qu'il jugeait subversives, les qualifiant de « séparatistes ». Ces dernières étant en forte croissance à la veille du retour au pouvoir des gaullistes en mai 1958<sup>51</sup>, leur recul exigeait des réponses urgentes. D'autant que la subversion étrangère exercée dans ces départements représentait à ses yeux d'intolérables atteintes à la souveraineté, notamment aux Antilles alors soumises à des manœuvres, modestes mais récurrentes, venant de La Havane<sup>52</sup>. C'est dans ce contexte qu'un conseil restreint adopta en 1961 un « plan de sauvegarde » alliant développement économique et répression politique, deux volets jugés complémentaires<sup>53</sup>.

Depuis l'époque du RPF, Foccart était le promoteur d'une sorte de départementalisation adaptée<sup>54</sup>, autrement dit d'une assimilation à la métropole teintée de larges mesures de déconcentration administrative, mais en aucun cas de mesures tendant à une forme d'autonomie politique. L'autonomie lui

50 Le statut de département était le seul susceptible de leur convenir à l'inverse des territoires d'Outre-mer du Pacifique, de l'océan Indien ou encore d'Afrique, tels que le Gabon qui fut tenté à la veille du référendum de septembre 1958 par l'adoption du statut de DOM, ce que Paris refusa sur le champ. En revanche, au sujet du Pacifique, de Gaulle semblait avoir moins de certitudes. Voir Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, op. cit., t. 1, p. 458 et 461.

51 Voir notamment : Jean-Pierre Sauton, *La Décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Martinique et en Guadeloupe 1943-1967*, Pointe-à-Pitre, Jasor éditions, 2012 ; Jacques Dumont, *L'Amère Patrie. Histoire des Antilles françaises au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2010.

52 AN, AG/5(F)/2507, L'organisation Tricontinentale, créée à La Havane en janvier 1966, contribuait à cette subversion. Voir Sylvain Mary, « Guerre froide et anti-impérialisme dans la "Méditerranée américaine" ». La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d'histoire immédiate*, 2017/1, « Lectures de la Révolution cubaine dans l'espace atlantique », à paraître.

53 AN, AG/5(F)/741.

54 En revanche, dans les années 1980, il porte un regard désenchanté et critique sur l'œuvre accomplie de départementalisation des Antilles, préférant se replier sur l'île de Saint-Barthélemy (où il possède une maison) et défendre la cause de ses habitants désireux d'obtenir un statut spécifique détaché de la Guadeloupe (Frédéric Turpin, *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, op. cit., p. 362).

apparaissait comme un prélude à l'indépendance, condamnant toute possibilité de rattrapage vis-à-vis du standard de vie métropolitain. Plus qu'un simple statut, la départementalisation devenait, dans son système de représentation, une arme administrative braquée, au sein même de l'appareil d'État, sur des interlocuteurs ministériels peu enclins à traiter le dossier des DOM avec la diligence qu'il aurait souhaitée. En d'autres termes, elle était un paravent contre tout réflexe « cartériste » à l'égard de ces terres lointaines, qualifiées en 1965 de « danseuses de la République<sup>55</sup> » par Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances. Le développement économique qu'il en était permis d'espérer devait contribuer à la stabilité politique, donc au *statu quo* institutionnel en faveur de la solution départementale. Considérant que la population des îles est « émotive et prompte à trouver des signes à tout comme l'amorce d'un changement politique de la part du gouvernement<sup>56</sup> », l'impact psychologique du développement garanti l'État permettrait de contrer les menées « séparatistes ». Une telle opinion faisait écho aux principes arrêtés en 1961 par le Général, indiquant au sujet des terres d'Outre-mer « la nécessité de consentir à tous les efforts, y compris financiers, pour les garder dans la République<sup>57</sup> ». L'action qui devait en découler était encouragée par Washington qui craignait que la misère et l'impatience des populations ne fissent basculer les départements français de l'hémisphère occidental dans le camp du communisme<sup>58</sup>. Nuançant cette vision, le préfet de Guadeloupe doutait, en revanche, en 1967 de la pertinence de cette course à la départementalisation, porteuse à ses yeux d'un développement économique artificiel et sous perfusion de l'État. Dans une optique économique libérale, le haut fonctionnaire suggérait au contraire de revenir sur le dogme de la départementalisation, opération qui aurait consisté à créer un choc de compétitivité, lié à un décrochage avec le niveau des salaires, de la fiscalité et des prestations sociales en vigueur en métropole<sup>59</sup>. De telles analyses demeuraient néanmoins marginales.

Parmi les gaullistes, cette ligne prônée par Foccart, alliant fermeté, sinon répression, politique et développement économique, était hégémonique et défendue de la façon la plus intransigeante par Michel Debré qui envisageait

55 AN, AG/5(F)/713.

56 AN, AG/5(F)/743, Note de Foccart à l'attention du président de la République du 11 octobre 1973.

57 AN, AG/5(F)/741, Compte rendu de la réunion consacrée aux DOM-TOM du 19 janvier 1961.

58 Les archives américaines du département d'État à Washington et du consulat américain pour les Antilles-Guyane en attestent (aux Archives nationales américaines, les archives relatives aux Antilles françaises sont classées sous les cotes RG 59 et suivantes). Foccart était en outre lui-même convaincu qu'en abandonnant la départementalisation, les Antilles se transformeraient vite en « deux petits Cuba ». Voir Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, *op. cit.*, t. 3, p. 718.

59 AN, AG/5(F)/710, Lettre personnelle de 19 pages du préfet Deleplanque du 17 octobre 1967.

comme lui le maintien de la France Outre-mer à l'aune d'un enjeu de guerre froide<sup>60</sup>. Toute concession en matière statutaire risquait d'être interprétée comme un signe de faiblesse de l'État et de se répercuter, selon la théorie des dominos, à l'échelle de l'Outre-mer<sup>61</sup>. Plus encore que celle de Foccart, la philosophie du député de la Réunion débouchait sur la recherche d'un alignement strict du statut de son île sur les départements métropolitains et une volonté de la « séparer des Antilles et de la Guyane<sup>62</sup> », attitude que condamnait le conseiller élyséen raillant l'obsession de celui-ci à considérer que « les Antilles et la Réunion sont aux antipodes<sup>63</sup> ».

252

En matière de réflexion statutaire, Foccart s'opposa en réalité surtout à Pierre Messmer, éphémère ministre d'État chargé des DOM-TOM entre février 1971 et juillet 1972. À l'occasion de la réforme de la régionalisation de 1972, les conceptions plutôt libérales de Messmer, connues depuis son passage à la tête du cabinet de Gaston Defferre en 1956 au moment de la loi-cadre<sup>64</sup>, heurtèrent celles, plus conservatrices, de Foccart pour qui la question de l'adaptation de cette réforme à l'Outre-mer ne devait pas servir de prétexte à une refonte du statut de DOM. Lors de sa visite officielle aux Antilles, en mai 1971, le ministre d'État avait implicitement souligné les limites de la départementalisation. Au cours de l'été, Foccart reprit alors le dossier à son compte. Lors du conseil restreint de novembre, Messmer dut renoncer à ses velléités décentralisatrices et autonomistes face à l'offensive de Foccart qui dénonça un projet qui « conduit tout droit au désengagement et à l'indépendance<sup>65</sup> ». L'entrée de Messmer à Matignon dans la foulée ne mit pas fin à leurs divergences. Contre l'avis de Foccart, Messmer nomma au poste de ministre le jeune Bernard Stasi. Celui-ci voulut aussitôt se démarquer de l'héritage gaulliste, cherchant à établir un lien avec les partis et organisations autonomistes jusqu'ici bannis, notamment avec Aimé Césaire en Martinique, et dénonçant des fraudes

60 Debré fut à l'origine en 1960 d'une ordonnance de mutation d'office en métropole des fonctionnaires communistes.

61 Entretien personnel avec Olivier Stirn (secrétaire d'État aux DOM-TOM de 1974 à 1978), 24 janvier 2015. Michel Debré s'opposa avec vigueur au processus d'indépendance de Djibouti mis en place par Olivier Stirn à partir de 1974, convaincu que le retrait de la France de la Corne de l'Afrique favoriserait le communisme dans l'océan Indien et notamment à la Réunion. Fou de rage, il aurait cassé le cendrier se trouvant sur le bureau d'Olivier Stirn.

62 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée, op. cit.*, t. 4, *La France pompidolienne (1969-1972)*, 2000, p. 34.

63 *Ibid.*, p. 34.

64 Sarah Mohamed-Gaillard, « Pierre Messmer, ministre de l'Outre-mer (1971-1972) », dans François Audigier, François Cochet, Bernard Lachaise et Maurice Vaïsse (dir.), *Pierre Messmer. Au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, p. 242-251.

65 AN, AG/5(F)/714, Note à l'attention du président de la République du 26 novembre 1971 : « Régionalisation dans les DOM ».

électorales<sup>66</sup>, ce qui provoqua une crise avec Foccart que la presse de l'époque ne manqua pas de relever. Stasi fut aussitôt rappelé à l'ordre, contraint de faire amende honorable<sup>67</sup>.

Après la mort de Pompidou, l'intérêt de Foccart pour les DOM ne se démentit pas. « Bien que retiré des affaires de l'État depuis 1974, il n'en continue pas moins d'être consulté par nombre d'acteurs de ces questions ultramarines<sup>68</sup> ». Sa vision évolua cependant, surtout à partir des années 1980, passant de la promotion d'un interventionnisme étatique à tout prix à celle d'un libéralisme économique assumé.

Frédéric Turpin souligne :

[...] celui qui fut très longtemps un adepte de l'assimilation des DOM à la métropole l'abandonne progressivement [...] jugeant négativement l'évolution de la Guadeloupe ainsi que celle de la Martinique dont les habitants attendent l'assistance de la métropole et ne font rien pour leur développement, si ce n'est consommer avidement les crédits publics<sup>69</sup>.

En tout état de cause, un constat s'impose : l'action de Foccart dans les DOM ne doit pas être sous-estimée dans un contexte de décolonisation, au moment où l'Algérie et les colonies d'Afrique prenaient leur indépendance<sup>70</sup>. Un tel constat ne saurait cependant accrédi- ter la thèse de l'homme de l'ombre, unique maître d'œuvre et exécutant de la politique ultramarine de l'État gaulliste. Son apport essentiel se situe sur un autre plan. Jusqu'au tournant des années 1960, la politique de départementalisation lancée en 1946 s'apparentait aux yeux du gouvernement à un processus de rattrapage de long cours. Foccart fut au premier rang de ceux qui contribuèrent à rompre avec cette vision jusqu'ici dominante parmi les administrateurs et les décideurs politiques. Convaincu que l'avenir de ces vieilles terres françaises ne pouvait se concevoir en dehors de leur « Mère-Patrie », il inscrivit son action dans le cadre d'une stratégie de l'urgence visant

66 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, op. cit., t. 5, p. 307. Comme Messmer l'avait fait en son temps en désignant Jean-Émile Vié, Stasi écarta le candidat de Foccart à la tête de l'administration centrale, en l'occurrence à la direction des TOM, en nommant Jean Pinel, au détriment de l'inspecteur général de la FOM, Jacques Robert. Comme celui de Stasi, le parcours de Pinel ne s'inscrivait pas dans la pure tradition gaulliste. Ses opinions critiques envers les institutions de la V<sup>e</sup> République étaient connues (il avait été, entre 1954 et 1958, membre de cabinets de plusieurs ministres socialistes).

67 AN, AG/5(F)/743, Lettre manuscrite de Bernard Stasi à Jacques Foccart du 9 août 1973.

68 Frédéric Turpin, *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, op. cit., p. 345.

69 *Ibid.*, p. 362. Frédéric Turpin se fonde ici sur des entretiens avec Didier Julia, responsable du RPR pour les DOM-TOM de 1978 à 1986.

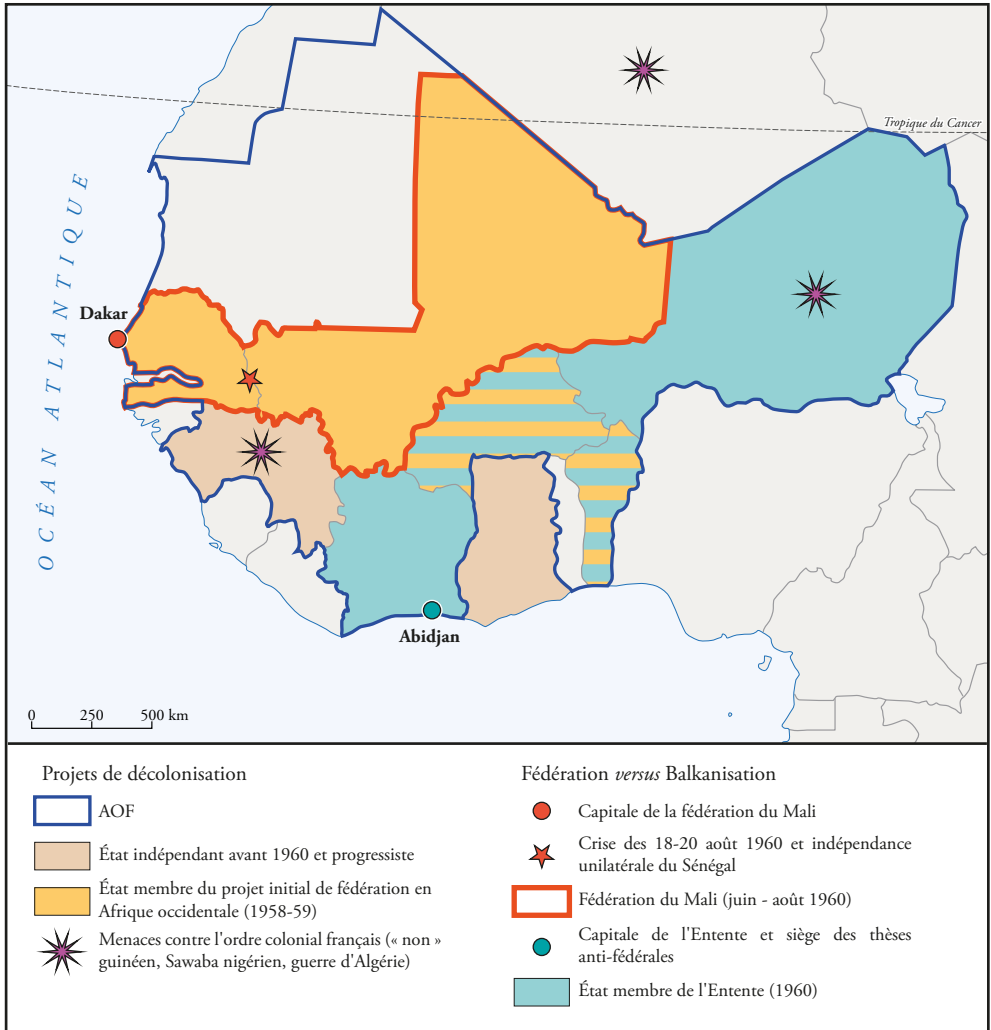
70 En comparaison, la fonction de ministre des DOM-TOM a épuisé 12 titulaires en 16 ans. Le fait est d'autant plus remarquable que l'action ministérielle s'inscrivait à l'époque en général dans la durée.

à défendre par tous les moyens – y compris répressifs – le statut départemental, conçu comme un paravent à la décolonisation. Son acharnement se concrétisa par une stratégie de politisation des dossiers traités dans les ministères, y compris ceux dotés d'un caractère *a priori* purement technique, donnant au secteur ultramarin son caractère éminemment présidentiel. En matière d'Outre-mer, la clef de voûte résida désormais dans la détermination de l'Élysée à soutenir la rue Oudinot dans les joutes interministérielles, un héritage légué aux présidents de la République successifs. À cet égard, ce « moment Foccart » posa les bases d'une politique ultramarine appelée à s'inscrire dans la durée.

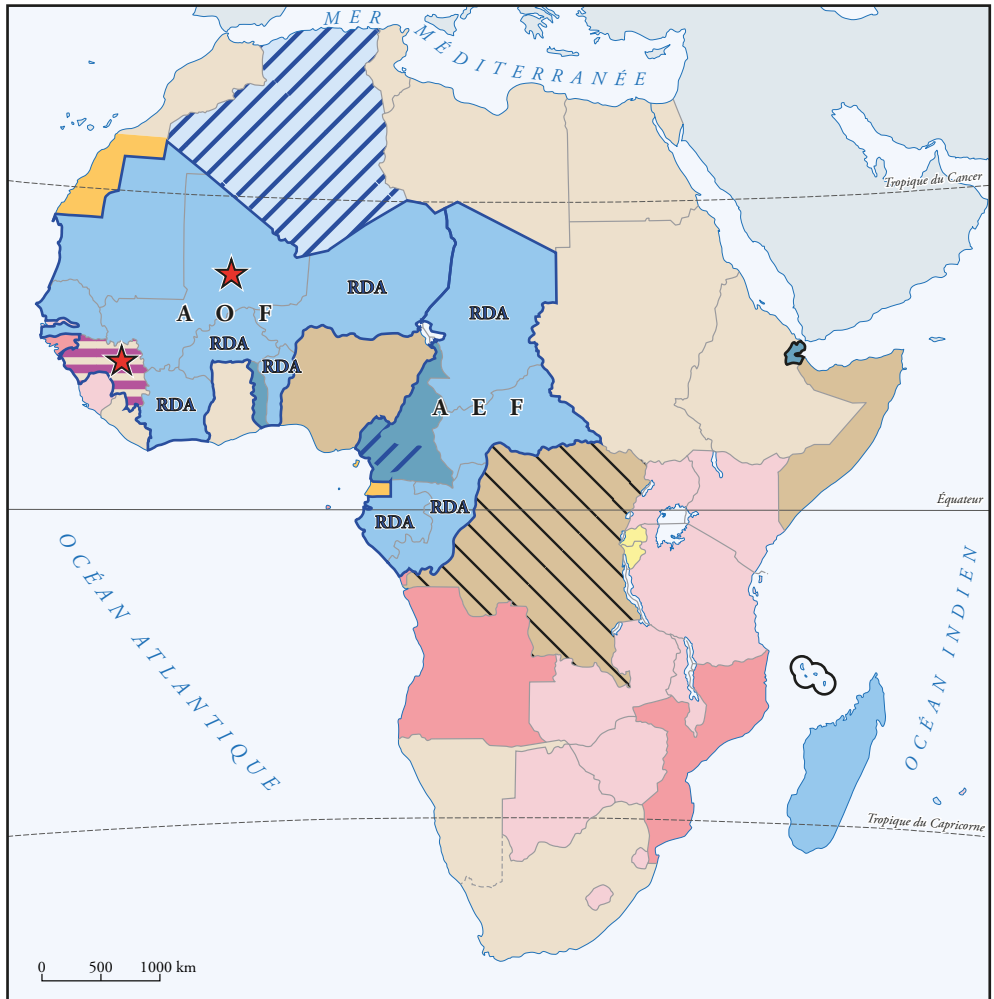


**Cartes**





L'AOF face à la querelle fédérale (1958-1960)



L'Empire français	1960 : année de l'Afrique	Le crépuscule colonial
Département	Guerres coloniales françaises	État indépendant avant 1960
Colonie	Crises politiques et gouvernement RDA tendance révolutionnaire	État indépendant en 1960
Fédérations AOF et AEF (1958)	Territoires non décolonisés	Colonies en 1960
Territoire sous tutelle	Gouvernement RDA tendance Houphouët	belge
« Non » à la Communauté (1958)	1 <sup>re</sup> crise ONU (indépendance du Congo en 1960)	britannique
		espagnole
		portugaise

De l'Empire à la Françafrique : 1960, année des indépendances



« Dirigeants sérieux et capables [...]. Pour ceux-là aucune hésitation. Les rapports avec eux sont confiants. L'aide française leur est assurée en tout état de cause, et quelles que soient les circonstances. »

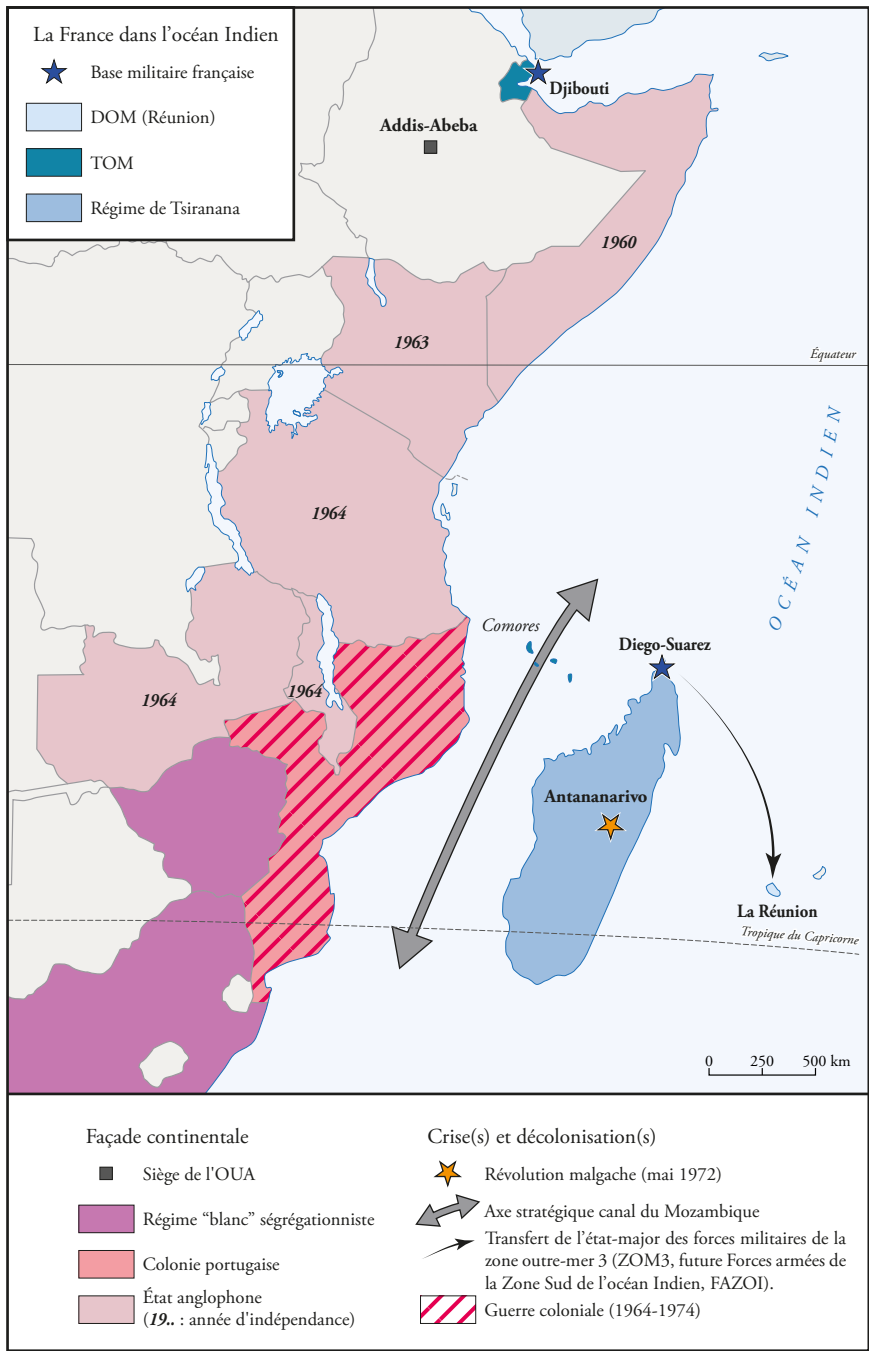
« D'autres dirigeants sont moins solides, leurs compétences moins grandes, ou leur pays plus fragile. Des mini coups d'État [...] ne changent rien fondamentalement à l'orientation de la politique de ces pays. La France laisse faire d'autant que les nouveaux "colonels" sortent tous de l'infanterie de Marine. Qu'apparaissent, en revanche, des germes de "subversion", des influences extérieures, comme au Tchad, alors l'appareil français est en alerte. »

« La notion traditionnelle du "pré carré" évolue. [...] La réunification du Cameroun [1961] avait déjà été [...] un succès français. L'aide au Biafra [1967-1970, Ojukwu], les excellents rapports noués avec le nouveau régime du Ghana [1969-1972, Busia], l'intérêt particulier porté au Congo-Kinshasa [...] »

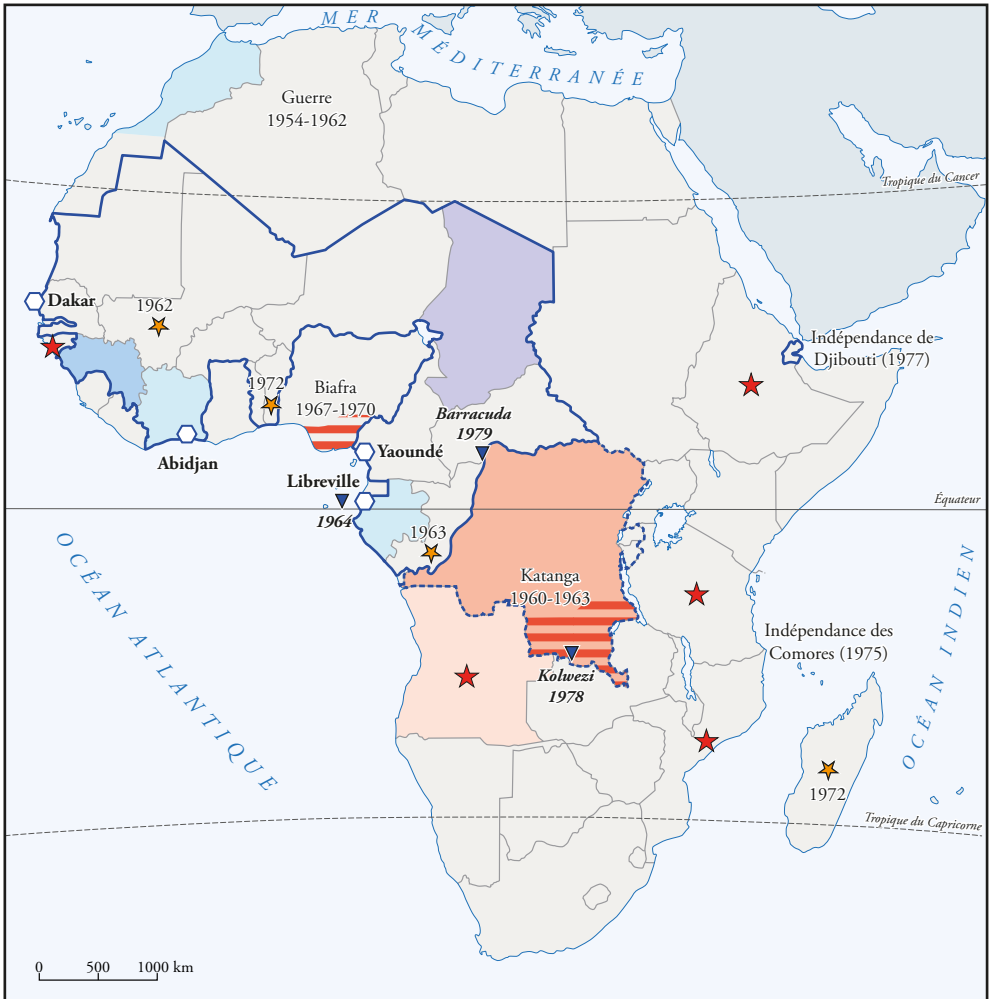
« C'est le renversement au Congo-Brazzaville, en août 1963, du régime de l'abbé Fulbert Youlou, qui a provoqué le raidissement de la doctrine gaulliste en Afrique. »

Source : AN, 90 AJ/1, manuscrit inédit  
*Finalemnt, qui est Monsieur Foccart ?*

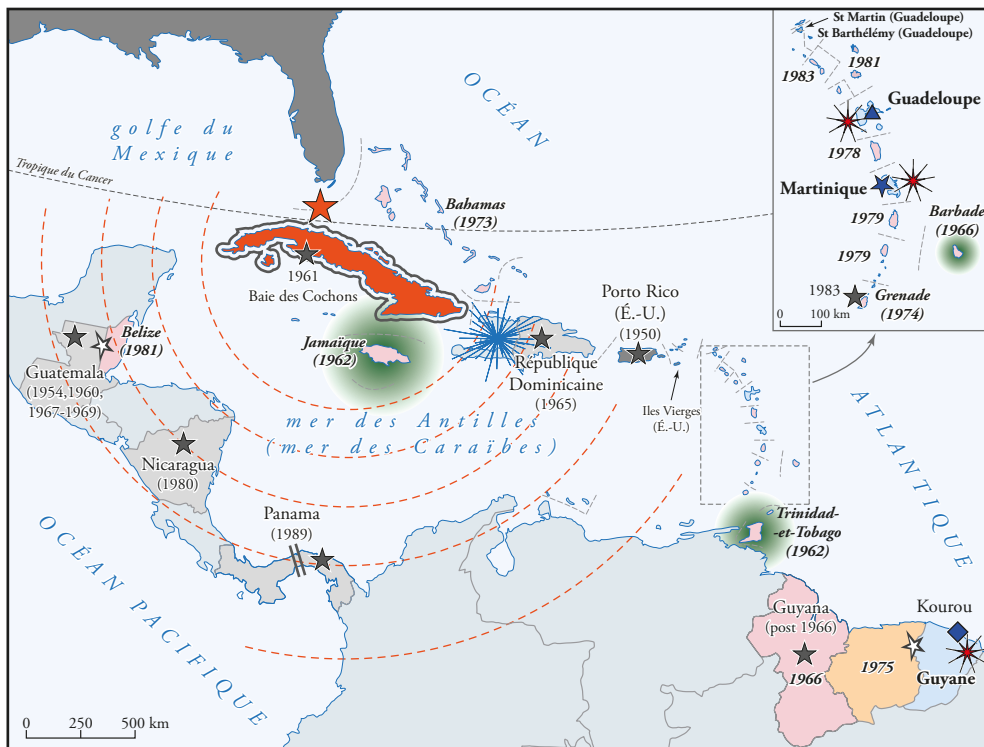
La « doctrine » : la situation géopolitique en 1970 selon un manuscrit inédit



La France dans l'océan Indien à l'aube des années 1970



Le « pré carré » et l'héritage de Foccart (1960-1980)



**La France dans les Caraïbes**

- ★ État-major groupe Antilles-Guyane
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie
- ◆ Création du Centre d'études spatiales (1968) : « base de Kourou »
- DOM
- ★ Zone d'influence francophone

**Présence et influence des États-Unis**

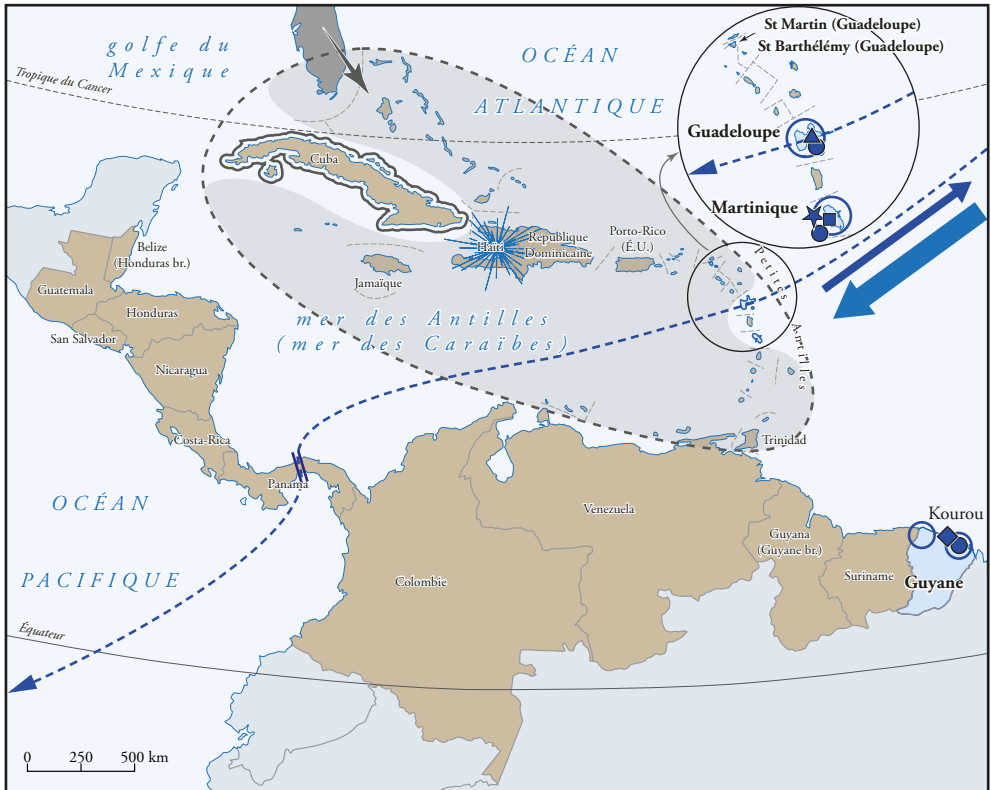
- ≡ Canal transocéanique de Panama
- ★ Interventions américaines et dates
- ★ Crise des fusées (1962)
- Embargo sur Cuba (1962)

**Décolonisation et Guerre froide**

- Révolution cubaine (1959)
- Onde de choc de la Révolution cubaine
- ★ Attentats de l'Alliance révolutionnaire Caraïbes (années 1980)
- ★ Conflits frontaliers et/ou guerres civiles
- Foyers de nationalisme noir
- Colonie britannique (19.. : année d'indépendance)
- Colonie hollandaise (19.. : année d'indépendance)

Aux portes du « Mare Nostrum étasunien » :  
les départements français des Caraïbes à l'heure de la guerre froide





La France dans les Caraïbes :  
les facteurs de puissance et d'influence

- ★ État-major interarmées groupe Antilles - Guyane
- Service militaire adapté (SMA) : optique de contre-insurrection
- Poste SDECE
- ◆ Centre d'études spatiales
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie et trajet
- Pôle universitaire
- ☼ Zone d'influence francophone
- Zone de surveillance du CRA (Centre de Recherche Avancé) de Fort-de-France

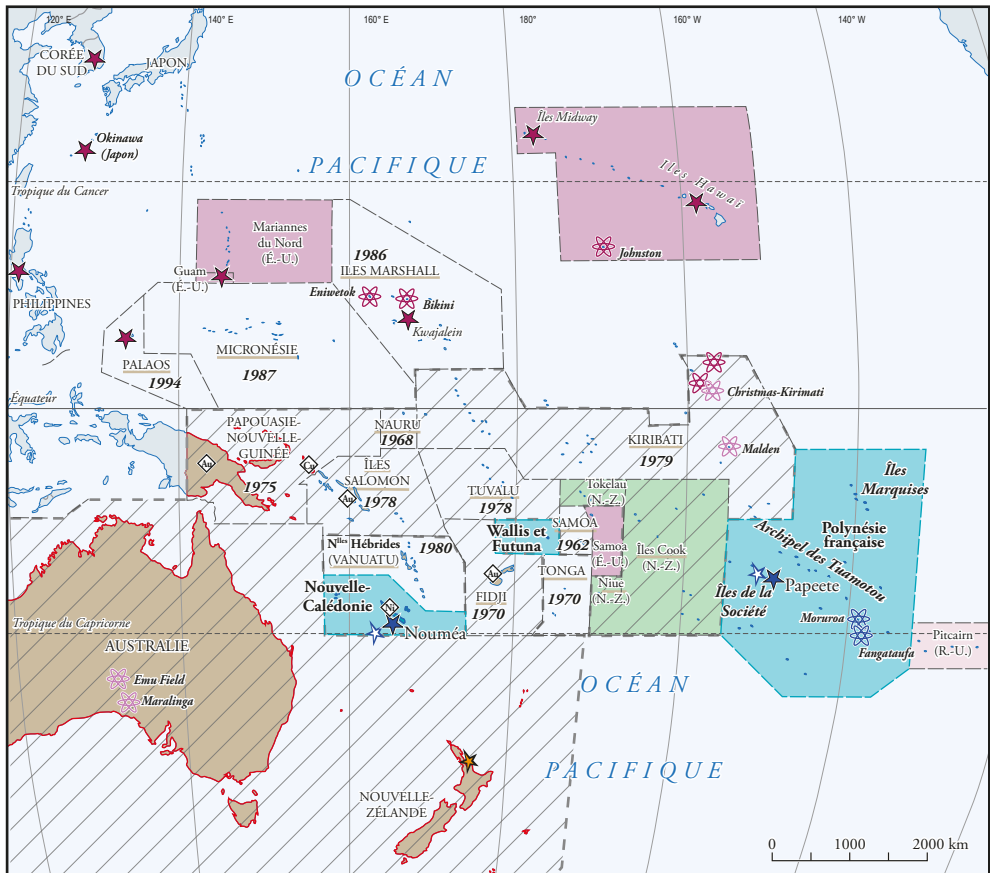
La France et ses départements caribéens

- ➔ « Cordon ombilical » avec la métropole :
- ➔ flux Antilles vers métropole
- ➔ flux métropole vers Antilles
- DOM

Environnement régional

- Espace caribéen insulaire
- Zone d'influence des États-Unis
- Embargo et rupture diplomatique avec les États-Unis (Cuba post 1959)

Défense et illustration de la présence française dans les Caraïbes :  
l'épreuve de la guerre froide et de la décolonisation



**La France dans le Pacifique**

- ★ Base militaire
- ✳ Expériences nucléaires françaises (193 essais nucléaires de 1966 à 1996)
- ★ Troubles et/ou tensions nationalistes : Polynésie française (1958 : arrestation de Pouvanaa, 1987, 1995 : émeutes anti-nucléaires) ; Nouvelle-Calédonie (FLNKS, années 1980)
- ★ Attentat du Rainbow Warrior (1985)
- TOM (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna)
- Possessions françaises

**Ressources minières**

- ⬢ Cuivre
- ⬢ Nickel
- ⬢ Or

**Environnement régional :  
décolonisation et guerre froide**

- ★ Base militaire américaine
- ✳ Expériences nucléaires américaines (1945-1963)
- ✳ Expériences nucléaires britanniques (1953-1962)
- ▨ Zone Pacifique dénucléarisée (traité de Rarotonga signé le 6 août 1985 puis ratifié à l'origine par 8 pays océaniques)
- 19. Année d'indépendance
- Possession américaine
- Possession britannique
- Possession néo-zélandaise
- Pays du Forum des îles du Pacifique
- Pays ayant pu manifester une hostilité à la présence française (liste non exhaustive)

Manifestations et contestations de la puissance française en Océanie au temps de la guerre froide

## JACQUES FOCCART EN QUELQUES DATES

- 31 août 1913. Naissance à Ambrières-le-Grand, aujourd'hui Ambrières-les-Vallées (Mayenne). Fils d'Elmire de Courtemanche de la Cléménadière, blanche créole de la Guadeloupe, et de Guillaume Koch-Foccart. Passe ses premières années au château du Tertre (Mayenne).
- 1913-1919. Petite enfance passée à l'Habitation Saint-Charles à Gourbeyre (Guadeloupe), commune de la Basse-Terre où son père assure le mandat de maire (1908-1921) et possède d'importantes plantations de bananes.
- 1919-1925. Retour définitif en métropole : la famille Foccart partage son temps entre le Midi (Nice et la Villa Auguste de Monte-Carlo) et Ambrières (Le Tertre) ; il découvre Paris avec ses grands-parents.
- 1925-1930. Élève interne du lycée de l'Immaculée-Conception à Laval (Mayenne) jusqu'en classe de seconde.
- 1930-1931. Élève en classe de première au lycée de Monte-Carlo, Jacques Foccart ne passe que la première partie de son baccalauréat.
- 1931-1934 : Prospecteur commercial des usines Renault à L'Aigle (Orne) puis à Vendôme (Loir-et-Cher).
- Octobre 1934-avril 1936. Service militaire.
- 1936-1939. Foccart devient employé dans la société commerciale de Jacques Borel, proche de la famille Foccart, spécialisée dans l'import-export avec l'Outre-mer. Le métier officiel de Jacques Foccart est désormais « importateur-exportateur ».
- 20 avril 1939. Mariage avec Isabelle Fenoglio, de sept ans son aînée. Le couple n'aura pas d'enfant.
- 1939-1944. Mobilisé en août 1939 comme sous-officier de l'armée de l'Air et démobilisé en août 1940, Foccart regagne Paris puis fonde une affaire d'exploitation de bois dans l'Orne. À partir de 1943, il assure des responsabilités dans l'Orne et dans la Mayenne au sein d'un réseau de résistance, dépendant des services de renseignement de la France Libre, créé afin de soutenir le Débarquement des Alliés. Il intègre la DGER, ancêtre du SDECE.
1944. Foccart crée à Paris une société d'import-export avec les Antilles (la SAFIEX). Celle-ci restera toujours la base de son activité professionnelle, n'ayant jamais été fonctionnaire de l'État. Il en confie la gestion à son ami Robert Rigaud, dit « Bob ».
- 1947-1958. Nommé en 1947 responsable national du RPF pour les Antilles et la Guyane, désigné conseiller de l'Union française par le RPF en 1950, Foccart devient à partir de là responsable des questions ultramarines et notamment africaines au sein du parti gaulliste. Membre du conseil national, puis secrétaire général adjoint,

et secrétaire général en 1954 du RPF ; il anime jusqu'en 1958, *La Lettre à l'Union française*, instrument de propagande gaulliste à destination de l'Outre-mer.

1948. Découverte de l'existence de sa demi-sœur.

1954. Acquisition de la Villa Charlotte à Luzarches (Val-d'Oise) qui héberge sa célèbre « case à fétiches ».

1958-1974. Nommé par de Gaulle au poste de conseiller technique à Matignon (juin-décembre 1958) puis à l'Élysée (janvier 1959-mars 1959). En mars 1960, Foccart est nommé secrétaire général de la Communauté, qu'il rebaptise secrétariat général des Affaires africaines et malgaches en 1961. Il est en charge des Affaires africaines, de l'Outre-mer, de la liaison avec les services de renseignement et de sécurité et de la relation avec les organisations politiques gaullistes. Il reste en fonction jusqu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, à l'exception de l'intérim d'Alain Poher en 1969. À partir de 1970, le service de son secrétariat général quitte l'hôtel de Noirmoutier, 138 rue de Grenelle, pour s'installer au 2 rue de l'Élysée.

1960. Cofondateur du Service d'action civique (SAC), héritier du service d'ordre et organe du mouvement gaulliste.

384

1974-1981. Jacques Foccart fait campagne pour Jacques Chaban-Delmas en 1974 ; sitôt élu, Valéry Giscard d'Estaing met fin à ses fonctions et liquide le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Officiellement en retrait de la vie politique, Foccart se recentre sur ses activités professionnelles et lance la SAFIEX à l'assaut du marché africain ; parallèlement, il continue à entretenir ses réseaux en Afrique et dans les DOM-TOM à titre privé. Depuis la coulisse, il observe et accompagne la recomposition de la famille gaulliste.

1981-1986. À la présidentielle de 1981, Foccart est l'un rares gaullistes historiques à soutenir la candidature de Jacques Chirac et le seul baron à avoir finalement rallié le RPR. Dans l'opposition au socialisme, il affermit ses liens avec ce dernier et apporte son expérience à la reconstruction de la famille gaulliste en vue de revenir au pouvoir.

1986-1988. Conseiller à Matignon auprès de Jacques Chirac.

1988-1995. « Monsieur Afrique » de Jacques Chirac, Foccart crée la cellule Afrique de la Mairie de Paris, sise rue Martignac, et s'engage en faveur de Chirac en vue des élections présidentielles de 1995.

1991. Liquidation de la SAFIEX.

1995. Jacques Chirac, élu président, nomme Jacques Foccart son « représentant personnel auprès des chefs d'État africains » (14 rue de l'Élysée) en marge de la cellule Afrique de l'Élysée, dirigée par Michel Dupuch (2 rue de l'Élysée). Jacques Chirac l'élève à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

19 mars 1997. Décès à son domicile parisien de la rue de Prony.

## PLAN DE L'INVENTAIRE DU FONDS FOCCART AUX ARCHIVES NATIONALES

### PAPIERS FOCCART (FONDS « SCRIBE »)

#### Secrétariat particulier

- Relations avec le général de Gaulle (1958-1971) [5 AG F/1-35]
- Relations avec Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/36-41]
- Documents généraux d'organisation (1959-1974) [5 AG F/42-58]
- Correspondance et intervention (1958-1974) [5 AG F/59-143]
  - Conseiller technique du général de Gaulle (1958-1960) [5 AG F/59-70]
  - Secrétaire général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1960-1974) [5 AG F/71-143]

#### Papiers du conseiller présidentiel

- Conseiller politique [5 AG F/144-317]
  - Centre pour l'expansion économique française (1955-1958) [5 AG F/144]
  - Union française (1958) [5 AG F/145]
  - Présidence du Conseil (1958) [5 AG F/146-157]
  - Présidence de la République (1959-1974) [5 AG F/158-317]
    - Relations politiques et institutionnelles (1958-1974) [5 AG F/158-221]
    - Élections présidentielles (1965, 1969, 1974) [5 AG F/222-240]
    - Élections et consultations nationales et locales (1958-1972) [5 AG F/241-317]
- Conseiller pour les affaires de renseignement et de sécurité [5 AG F/318-344]
  - Réforme du renseignement (1958-1959) [5 AG F/318-319]
  - Guerre d'Algérie et décolonisation de l'Afrique subsaharienne (1958-1968) [5 AG F/320-331]
  - Services de renseignements de la République (1958-1974) [5 AG F/332-338]
  - Renseignement privé (1958-1976) [5 AG F/339-344]
- Conseiller pour les Affaires africaines et malgaches [5 AG F/345-692]
  - La Communauté (1958-1968) [5 AG F/345-380]
    - Création (1958-1968) [5 AG F/345-351]
    - Réunions du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/352-363]
    - Comités du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/364-373]
    - Relations avec les instances extérieures (1958-1964) [5 AG F/374-380]

- Définition d'une politique africaine après 1960 (1961-1974) [5 AG F/381-392]  
 Voyages du général de Gaulle en Afrique (1958-1966) [5 AG F/393-398]  
 Voyages de Georges Pompidou en Afrique (1970-1973) [5 AG F/399-441]  
 Visites de chefs d'État africains en France (1960-1974) [5 AG F/442-499]  
 Voyages de Jacques Foccart (1961-1973) [5 AG F/500-505]  
 Voyages en Afrique et séjours en France de personnalités (1959-1974)  
 [5 AG F/506-523]  
 Instances d'échanges franco-africains et organisations africaines (1959-1973) [5 AG F/524-527]  
 États issus de l'Afrique-Occidentale française (1958-1974) [5 AG F/528-621]  
 États issus de l'Afrique-Équatoriale française (1958-1974) [5 AG F/622-663]  
 États issus des colonies de l'océan Indien (1958-1974) [5 AG F/664-677]  
 États issus des colonies belges (1959-1974) [5 AG F/678-688]  
 États étrangers à l'Afrique francophone (1958-1974) [5 AG F/689-692]
- Conseiller pour les DOM-TOM [5 AG F/693-841]  
 Dossiers de personnalités (1959-1972) [5 AG F/693-700]  
 Notes du général de Gaulle (1962-1969) [5 AG F/701-704]  
 Conseils restreints (1962-1974) [5 AG F/705-734]  
 Organisations de la politique pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/735-746]  
 Voyages dans les DOM-TOM (1960-1974) [5 AG F/747-750]  
 Départements d'outre-mer (1958-1974) [5 AG F/751-782]  
 Territoires d'outre-mer (1951-1974) [5 AG F/783-841]  
 Amérique (1951-1973) [5 AG F/783-788]  
 Océan Indien (1958-1974) [5 AG F/789-819]  
 Océans Austral et Pacifique (1958-1974) [5 AG F/820-841]
- « Cabinet » de Jacques Foccart**
- René Journiac, conseiller technique (1965-1974) [5 AG F/842-937]  
 Chrono des documents à l'attention du président de la République (1965-1974) [5 AG F/842-878]  
 Chrono du secrétariat général (1967-1974) [5 AG F/879-893]  
 Dossiers de R. Journiac (1958-1974) [5 AG F/894-926]  
 Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1959-1974)  
 [5 AG F/927-937]
- Collaborateurs pour les affaires politiques (1958-1974) [5 AG F/938-978]  
 Joseph Desmarescaux (1958-1974) [5 AG F/938-970]  
 Denise Rieu (1963-1974) [5 AG F/971-978]
- Chargés de mission pour les affaires africaines et malgaches (1958-1974) [5 AG F/979-1037]  
 Pierre Angéli (1960-1961) [5 AG F/979-981]  
 Vincent Balesi (1956-1973) [5 AG F/982-986]  
 Pierre Decheix (1963-1968) [5 AG F/987-989]

Jean Guézille (1960-1961) [5 AG F/990]  
Yves Jouhaud (1961-1966) [5 AG F/991]  
Guy Le Bellec (1960-1974) [5 AG F/992-1010]  
Maurice Ligot (1960-1964) [5 AG F/1011]  
Robert Mazeyrac (1972-1974) [5 AG F/1012-1015]  
Jean Mialet (1960-1962) [5 AG F/1016]  
Jacques Mouradian (1963-1964) [5 AG F/1017]  
Jean Ribo (1969-1972) [5 AG F/1018-1020]  
Alain Richard (1960-1974) [5 AG F/1021-1034]  
Jacques Richard (1959-1974) [5 AG F/1035-1037]  
Chargés de mission pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/1038-1085]

## SECRETARIAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES ET DE LA COMMUNAUTÉ (FONDS « ÉLYSÉE »)

### Cellule Plantey

Affaires institutionnelles (1958-1964) [5 AG F/1086-1206]  
Instances communautaires (1958-1964) [5 AG F/1086-1127]  
Accession à l'indépendance (1958-1965) [5 AG F/1128-1172]  
Activités des chargés de mission (1956-1964) [5 AG F/1173-1206]  
Affaires internationales (1958-1964) [5 AG F/1207-1211]  
Affaires judiciaires et juridiques (1958-1963) [5 AG F/1212-1245]  
Activités communes de R. Journiac et son équipe (1958-1961) [5 AG F/1212-1215]  
Affaires juridiques (1953-1963) [5 AG F/1216-1224]  
Affaires judiciaires (1958-1961) [5 AG F/1225-1245]

### « Cabinet » de Jacques Foccart

Secrétaire général (1959-1965) [5 AG F/1246-1251]  
Conseiller technique (1960-1974) [5 AG F/1252-1264]  
Chargés de mission (1959-1974) [5 AG F/1265-1286]  
Affaires africaines et malgaches (1959-1974) [5 AG F/1265-1283]  
DOM-TOM (1962-1972) [5 AG F/1284-1286]

### Affaires politiques

Télégrammes diplomatiques et officiels (1960-1974) [5 AG F/1287-1446]  
Synthèses diplomatiques (1959-1974) [5 AG F/1447-1635]  
« Pré carré » (1958-1974) [5 AG F/1636-2123]

- Afrique occidentale (1960-1974) [5 AG F/1636-1777]  
 Guinée-Conakry (1959-1974) [5 AG F/1636-1652]  
 Mali (1960-1974) [5 AG F/1653-1685]  
 Mauritanie (1958-1974) [5 AG F/1686-1722]  
 Sénégal (1958-1974) [5 AG F/1723-1776]  
 Sécheresse au Sahel (1973) [5 AG F/1777]
- Afrique occidentale (1958-1974) [5 AG F/1778-1905]  
 Conseil de l'Entente (1960-1972) [5 AG F/1778-1781]  
 Côte d'Ivoire (1958-1974) [5 AG F/1782-1814]  
 Dahomey (1958-1974) [5 AG F/1815-1838]  
 Haute-Volta (1958-1974) [5 AG F/1839-1859]  
 Niger (1958-1974) [5 AG F/1860-1886]  
 Togo (1958-1974) [5 AG F/1887-1905]
- Afrique équatoriale (1958-1974) [5 AG F/1906-2072]  
 Communauté des anciens membres de l'Afrique-Équatoriale française  
 (1959-1973) [5 AG F/1906-1909]  
 Cameroun (1958-1974) [5 AG F/1910-1935]  
 Centrafrique (1958-1974) [5 AG F/1936-1962]  
 Congo-Brazzaville (1958-1974) [5 AG F/1963-1995]  
 Gabon (1958-1974) [5 AG F/1996-2024]  
 Tchad (1958-1974) [5 AG F/2025-2058]  
 Subversion (1964-1973) [5 AG F/2059-2072]
- Madagascar (1958-1974) [5 AG F/2073-2123]
- Afrique « hors champ » (1958-1974) [5 AG F/2124-2342]
- Afrique francophone et anciennes colonies belges (1958-1974) [5 AG F/2124-2206]  
 République démocratique du Congo [5 AG F/2124-2168]  
 Burundi et Rwanda [5 AG F/2169-2191]  
 Élargissement de la politique du « pré carré » [5 AG F/2192-2206]
- Afrique anglophone et anciennes colonies britanniques (1959-1974)  
 [5 AG F/2207-2315]  
 Politique post-coloniale britannique (1959-1971) [5 AG F/2207-2208]  
 Afrique occidentale anglophone (1960-1974) [5 AG F/2209-2255]  
 Afrique orientale anglophone (1959-1974) [5 AG F/2256-2281]  
 Afrique australe anglophone (1960-1974) [5 AG F/2282-2305]  
 Océan Indien anglophone (1960-1974) [5 AG F/2306-2315]
- Afrique lusophone et colonies portugaises (1960-1974) [5 AG F/2316-2323]  
 Afrique hispanophone et colonies espagnoles (1967-1974) [5 AG F/2324-2326]  
 Corne de l'Afrique (1960-1974) [5 AG F/2327-2342]
- Aires hors d'Afrique subsaharienne (1959-1974) [5 AG F/2343-2436]  
 Afrique du Nord et Moyen-Orient (1959-1974) [5 AG F/2343-2375]  
 Amérique (1960-1974) [5 AG F/2376-2403]  
 Europe (1960-1974) [5 AG F/2404-2434]  
 Océanie (1964-1971) [5 AG F/2435-2436]
- Organisations internationales (1958-1974) [5 AG F/2437-2591]



- Organisation des Nations unies (1958-1974) [5 AG F/2437-2495]
  - Organes centraux (1958-1974) [5 AG F/2437-2475]
  - Institutions dépendant de l'ONU (1958-1974) [5 AG F/2476-2495]
- Organisations intercontinentales (1961-1974) [5 AG F/2496-2507]
- Organisations africaines (1958-1974) [5 AG F/2508-2556]
  - Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (1959-1964) [5 AG F/2508]
  - Organisation de l'unité africaine (1958-1974) [5 AG F/2509-2530]
  - Organisation africaine et malgache du groupe francophone (1960-1974) [5 AG F/2531-2553]
  - Organisations régionales (1959-1971) [5 AG F/2554-2556]
- Communauté économique européenne (1960-1974) [5 AG F/2557-2587]
- Conférences et organisations non gouvernementales (1959-1971) [5 AG F/2588-2591]
- Affaires réservées (1958-1974) [5 AG F/2592-2640]
  - Communauté (1960-1968) [5 AG F/2592-2595]
  - Renseignement (1959-1974) [5 AG F/2596-2628]
    - Relations avec les services de renseignement (1960-1973) [5 AG F/2596-2606]
    - Surveillance politique (1959-1974) [5 AG F/2607-2628]
  - Enquêtes et missions particulières (1958-1971) [5 AG F/2629-2640]

#### **Affaires militaires**

- Présidence du général de Gaulle (1959-1969) [5 AG F/2641-2695]
  - Officiers de l'état-major particulier (1959-1969) [5 AG F/2641-2672]
  - Chargés de mission civils (1960-1969) [5 AG F/2673-2695]
- Présidence de Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/2696-2769]

#### **Affaires économiques et financières**

- Mission de Jean Mialet (1958-1968) [5 AG F/2770-2826]
  - Communauté et indépendance (1958-1962) [5 AG F/2770-2786]
  - Dossiers clos en 1962 (1960-1962) [5 AG F/2787-2809]
  - Activités d'influence économique (1959-1968) [5 AG F/2810-2826]
- Mission économique et financière (1958-1974) [5 AG F/2827-3041]
  - Orientation générale (1958-1974) [5 AG F/2827-2868]
    - Mission de J.-P. Hadengue (1958-1966) [5 AG F/2827-2853]
    - Mission de G. Barrère (1966-1974) [5 AG F/2854-2868]
  - Politique financière du franc CFA (1959-1973) [5 AG F/2869-2909]
  - Grands secteurs d'activités économiques (1958-1974) [5 AG F/2910-2971]
    - Grands produits (1958-1973) [5 AG F/2910-2936]
    - Matières premières stratégiques (1959-1974) [5 AG F/2937-2951]
    - Télécommunications et transports (1959-1973) [5 AG F/2952-2969]
    - Tourisme (1960-1968) [5 AG F/2970-2971]
  - Relations bilatérales (1959-1973) [5 AG F/2972-3041]

« Pré carré » (1959-1973) [5 AG F/2972-3036]  
Afrique « hors champ » (1960-1972) [5 AG F/3037-3041]

### Coopération

Coopération générale (1958-1974) [5 AG F/3042-3249]  
Fonds d'aide et de coopération (1960-1974) [5 AG F/3042-3147]  
Assistance technique en personnel (1958-1974) [5 AG F/3148-3180]  
Synthèses des missions d'aide et de coopération (1966-1974) [5 AG F/3181-3210]  
Politiques de développement (1959-1974) [5 AG F/3211-3224]  
Réformes de la politique d'aide et de coopération (1959-1973) [5 AG F/3225-3243]  
Expatriés (1960-1974) [5 AG F/3244-3249]  
Coopération technique (1959-1974) [5 AG F/3250-3404]  
Affaires judiciaires et juridiques (1959-1973) [5 AG F/3250-3274]  
Affaires culturelles, scientifiques et techniques (1959-1974) [5 AG F/3275-3379]  
Francophonie (1961-1974) [5 AG F/3275-3285]  
Enseignement et enseignement supérieur (1959-1974) [5 AG F/2386-3340]  
Action culturelle (1960-1974) [5 AG F/3341-3352]  
Jeunesse et sport (1960-1974) [5 AG F/3353-3358]  
Information et médias (1960-1974) [5 AG F/3359-3375]  
Vie associative franco-africaine (1960-1974) [5 AG F/3376-3379]  
Affaires sociales (1960-1974) [5 AG F/3380-3404]  
Affaires générales (1960-1974) [5 AG F/3380-3391]  
Relations bilatérales (1960-1974) [5 AG F/3392-3400]  
Anciens combattants (1960-1974) [5 AG F/3401-3404]

390

### Départements et territoires d'outre-mer

Télégrammes officiels (1962-1969) [5 AG F/3405-3419]  
Synthèses officielles (1963-1973) [5 AG F/3420-3438]  
Politiques de développement (1958-1974) [5 AG F/3439-3490]  
Départements d'outre-mer (1960-1974) [5 AG F/3491-3518]  
Affaires politiques (1962-1974) [5 AG F/3491-3515]  
Antilles (1963-1970) [5 AG F/3491-3502]  
Guyane (1962-1974) [5 AG F/3503-3508]  
Réunion (1962-1973) [5 AG F/3509-3515]  
Affaires militaires communes (1960-1972) [5 AG F/3516-3518]  
Territoires d'outre-mer (1959-1974) [5 AG F/3519-3573]  
Saint-Pierre-et-Miquelon (1961-1970) [5 AG F/3574-3521]  
Océan Indien (1959-1974) [5 AG F/3522-3573]  
Comores (1959-1974) [5 AG F/3522-3529]  
Côte française des Somalis [CFS] et Territoire français des Afars et des Issas (1959-1974) [5 AG F/3530-3541]

- Océans Austral et Pacifique (1959-1974) [5 AG F/3542-3573]
  - Nouvelle-Calédonie (1962-1973) [5 AG F/3542-3558]
  - Polynésie française (1961-1973) [5 AG F/3559-3565]
  - Nouvelles-Hébrides (1960-1974) [5 AG F/3566-3568]
  - Terres australes et antarctiques françaises (1959-1972) [5 AG F/3569-3571]
  - Wallis-et-Futuna (1960-1969) [5 AG F/3572-3573]

### Services du secrétariat général

- Protocole (1958-1974) [5 AG F/3574-3743]
  - Visites et voyages officiels (1959-1974) [5 AG F/3574-3636]
    - Voyages officiels du Président français en Afrique (1959-1973) [5 AG F/3574-3600]
    - Visites officielles de chefs d'État africains en France (1961-1972) [5 AG F/3601-3620]
    - Voyages de personnalités (1960-1974) [5 AG F/3621-3636]
  - Correspondance officielle (1960-1974) [5 AG F/3637-3649]
  - Cérémonies et réceptions (1959-1974) [5 AG F/3650-3685]
  - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3686-3731]
    - Information institutionnelle et administrative (1958-1974) [5 AG F/3686-3721]
    - Dossiers d'activités du service du protocole (1960-1974) [5 AG F/3722-3731]
  - Relations parlementaires (1959-1974) [5 AG F/3732-3743]
- Bureau de documentation et de presse (1944-1974) [5 AG F/3744-3889]
  - Fonctionnement (1958-1974) [5 AG F/3744-3765]
  - Presse relative aux présidents de la République (1944-1974) [5 AG F/3766-3784]
  - Presse relative à J. Foccart (1962-1974) [5 AG F/3785-3808]
  - Activités et production (1959-1974) [5 AG F/3809-3852]
  - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3853-3889]
- Service administratif et financier (1958-1975) [5 AG F/3890-4072]
  - Fonctionnement et organisation (1959-1975) [5 AG F/3890-3921]
  - Affaires financières (1959-1974) [5 AG F/3922-4027]
    - Comptabilité (1959-1974) [5 AG F/3922-4004]
    - Régie d'avances (1959-1974) [5 AG F/4005-4027]
  - Personnel et ressources humaines (1958-1974) [5 AG F/4028-4072]
    - Dossiers du personnel (1959-1974) [5 AG F/4028-4044]
    - Effectifs et situation administrative des agents (1958-1974) [5 AG F/4045-4056]
    - Rémunérations, pensions et indemnités (1959-1974) [5 AG F/4057-4072]
- Affaires générales (1958-1974) [5 AG F/4073-4155]
  - Courrier (1958-1974) [5 AG F/4073-4109]
    - Correspondance administrative active (1958-1974) [5 AG F/4073-4096]
    - Correspondance administrative passive (1966-1974) [5 AG F/4097-4109]
  - Logistique (1953-1974) [5 AG F/4110-4146]
    - Organisation du secrétariat général (1959-1974) [5 AG F/4110-4119]

Documentation (1958-1974) [5 AG F/4120-4131]  
Archivage (1953-1970) [5 AG F/4132-4146]  
Période intérimaire et liquidation du secrétariat général (avril-juin 1974)  
[5 AG F / 4147-4155]

## BIBLIOGRAPHIE

*Cette bibliographie ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Elle se concentre sur six aspects des activités de Jacques Foccart à l'Élysée. Le premier est constitué par les écrits et témoignages de Jacques Foccart. Le second concerne les mémoires de personnalités ayant partie liée avec les activités de Jacques Foccart dans les décennies soixante et soixante-dix (en partie inspiré de titres de la bibliothèque de Jacques Foccart conservée par la fondation Charles-de-Gaulle). La troisième entrée s'attache à la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et aux travaux effectués sur la base des archives Foccart. Des références bibliographiques britanniques, portugaises et belges sont introduites : les titres ont été sélectionnés en fonction de leur importance épistémologique et des récentes découvertes archivistiques qu'explorent ces travaux (Migrated Archives britanniques ou archives de la PIDE, la police politique du régime salazariste). La quatrième entrée concerne les Outre-mer, et notamment les tous premiers travaux effectués sur la base des archives Foccart. La cinquième entrée, très brève, est occupée par des œuvres de fiction inspirées de grandes affaires de la décolonisation pour les années soixante et soixante-dix : assassinat de Lumumba et guerre du Congo, version romancée de l'ascension du général Eyadéma au sein des chefs d'État du « pré carré », ou encore intrigue policière inspirée de l'affaire Ben Barka. Enfin, une sixième entrée est consacrée à la filmographie à travers des films documentaires intéressant la décolonisation de l'Afrique francophone et l'évolution des Outre-mer.*

*Pour une bibliographie intéressant la présidence du général de Gaulle, nous nous référons à celle précédemment établie par Nicole Even : Archives de la présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969), Paris, Archives nationales, 2016, p. 28-33.*

### ÉCRITS DE JACQUES FOCCART ET ENTRETIENS

*Journal de l'Élysée, t. 1, Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.*

*Journal de l'Élysée, t. 2, Le Général en mai (1968-1969), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998.*

*Journal de l'Élysée, t. 3, Dans les bottes du Général (1969-1971), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999.*

*Journal de l'Élysée*, t. 4, *La France pompidolienne (1971-1972)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard / Jeune Afrique, 2000.

*Journal de l'Élysée*, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 1, 1913-1969, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 2, 1969-1996, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

#### MÉMOIRES, TÉMOIGNAGES ET TRAVAUX DE COLLABORATEURS DE JACQUES FOCCART

AIMÉ-BLANC, Lucien, *L'Indic et le Commissaire*, Paris, Plon, 2006.

BAKARY, Djibo, « *Silence! On décolonise...* » *Itinéraire politique et syndical d'un militant africain*, Paris, L'Harmattan, 1992.

394 BALESI, Vincent, *Méharées : au grand large du fort Coppolini de Tidjikla dans le Sahara occidental*, Paris, Arcam, 1995<sup>1</sup>.

BERNET, Philippe, et LEROY-FINVILLE, Marcel, *SDECE, service 7. L'extraordinaire aventure du colonel Leroy-Finville et de ses clandestins*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

BERNET, Philippe, et WYBOT Roger, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975.

BLOTTE, Pierre, *Mémoires d'un préfet*, tapuscrit consultable au Centre d'archives d'histoire contemporaine de Sciences Po.

BOURGI, Robert, *Le Général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*, Paris/Abidjan, Librairie générale de droit et jurisprudence/Nouvelles éditions africaines, 1980.

« La Communauté », numéro spécial de *Promotions*, préface d'Alain Plantey, 1960/4.

COULIBALY, Daniel Ouezzin, *Combat pour l'Afrique : 1946-1958. Lutte du RDA pour une Afrique nouvelle*, textes présentés par Claude Gérard, Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1988.

DEBRÉ (Michel), *Au service de la nation*, Paris, Stock, 1963<sup>2</sup>.

—, *Une politique pour la Réunion*, Paris, Plon, 1974.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. I, *Combattre*, Paris, Albin Michel, 1984.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. II, *Agir (1946-1958)*, Paris, Albin Michel, 1988.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. III, *Gouverner (1958-1962)*, Paris, Albin Michel, 1988.

1 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

2 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- , *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. IV, *Gouverner autrement (1962-1970)*, Paris, Albin Michel, 1993.
- DELAUNEY, Maurice, *De la casquette à la jacquette, ou De l'administration coloniale à la diplomatie africaine*, Paris, La Pensée universelle, 1982<sup>3</sup>.
- DELEPLANQUE, Jean, *Le Préfet et le Saumon. Souvenirs*, Paris, Michel de Maule, 2011.
- DENARD, Bob, et FLEURY, Georges, *Corsaire de la République*, Paris, Robert Laffont, 1998.
- DENARD, Bob, et LUNEL, Pierre, *Bob Denard, le roi de fortune*, Paris, Édition n° 1, 1992.
- DEVLIN, Larry, *Chief of Station, Congo. A memoir of 1960-67*, New York, PublicAffairs, 2007.
- , *CIA, mémoires d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, trad. Jacques Braibant, Paris/Bruxelles, Jourdan, 2009.
- FANON, Frantz, *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Paris, Maspero, 1964, rééd. Paris, La Découverte, 2006.
- FENKAM, Frédéric, *Les Révélations de Jean Fochivé, le chef de la police politique des présidents Abidjo et Biya*, Bondy, Minsi, 2003.
- FOYER, Jean, *Sur les chemins du droit avec le Général: mémoires de ma vie politique (1944-1988)*, avec la collaboration de Sabine Jansen, Paris, Fayard, 2006.
- FRANÇAIS, Jean, *Le Putsch de Bokassa. Histoire secrète*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- GOUILLY, Alphonse, *L'Islam devant le monde moderne*, Paris, La Nouvelle Édition, 1945<sup>4</sup>.
- , *L'Islam dans l'Afrique occidentale française*, Paris, Larose, 1952.
- LAMIZANA, Sangoulé, *Mémoires*, t. I, *Sous les drapeaux*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- , *Mémoires*, t. II, *Sur la brèche trente ans durant*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- LANTIER, Jacques, *Le Temps des mercenaires. Faut-il les condamner?*, Verviers/Paris, Gérard et Cie/L'Inter, coll. « Bibliothèque Marabout », 1969<sup>5</sup>.
- LE CORNEC, Jacques, *Un royaume antillais. D'histoires et de rêves et de peuples mêlés*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- LEMARCHAND, Philippe, « *Barbouze* » *du Général*, avec la collaboration de Jean-François Bège, Paris, Le Cherche Midi, 2005.
- LIGOT, Maurice, *Les Accords de coopération entre la France et les États africains et malgache d'expression française*, préface de Jacques Foccart, Paris, La Documentation française, 1964.
- , *Un territoire, une passion*, Paris, France-Empire, 1993<sup>6</sup>.

3 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

4 Alphonse Gouilly est un des pseudonymes littéraires utilisés par Jacques Mouradian, du temps où il était administrateur colonial.

5 Sous le pseudonyme du héros de *La Bête humaine* d'Émile Zola se cache en réalité le commissaire Raymond (dit Ange) Antonini, qui fut notamment envoyé suivre la crise congolaise pour l'ONU avant de devenir conseiller de François Tombalbaye pour les questions de police au titre de la coopération franco-tchadienne.

6 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- LISETTE, Gabriel, *Le Combat du Rassemblement démocratique africain pour la décolonisation pacifique de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1983.
- MALOUBIER, Bob, *L'Espion aux pieds palmés*, Paris/Monaco, Éditions du Rocher, 2013.
- MARENCHES, Alexandre de, et OCKRENT, Christine, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.
- MESSMER, Pierre, *Après tant de batailles. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992.
- N'DIAYE, Bokar, *Les Castes au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- , *Groupes ethniques au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- PADMORE, George, *Pan-africanism or Communism? The Coming Struggle for Africa*, London, Dobson, 1956 ; *Panafricanisme ou communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, trad. Thomas Diop, Paris, Présence africaine, 1961.
- QUENUM, Maximilien, *Au pays des Fons. Us et coutumes du Dahomey*, Paris, Larose, 1938.
- RAPHAËL-LEYGUES, Jacques, *Chroniques des années incertaines 1935-1945*, Paris, France-Empire, 1977.
- RENAULT, Alain, et ROBERT, Maurice, *Maurice Robert, « ministre » de l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.
- ROCHET, Jean, *Cinq ans à la tête de la DST (1967-1972) : la mission impossible*, Paris, Plon, 1985.
- ROUGELET, Patrick, *RG, la machine à scandales*, Paris, Albin Michel, 1997.
- SANMARCO, Louis, *Le Colonisateur colonisé*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1983.
- SASIA, Raymond, *Le Mousquetaire du Général. Entretiens avec le père Philippe Verdin*, Paris, Guéna, 2010.
- SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé. Mémoires 1939-1979*, Paris, De Fallois, 2011.
- STOCKWELL, John, *In Search of Enemies: A CIA Story*, New York, Norton, 1978.
- THIBAU, Jacques, *La France colonisée*, Paris, Flammarion, 1979.
- VIÉ, Jean-Émile, *Faut-il abandonner les DOM?*, Paris, Économica, 1978.
- , *Mémoires d'un directeur des renseignements généraux*, Paris, Albin Michel, 1988.
- YOULOU, Fulbert, *J'accuse la Chine*, Paris, La Table ronde, 1966.
- ZELLER, André, *Journal d'un prisonnier. Le témoignage d'un des quatre généraux du putsch d'Alger*, avant-propos et notes de Bernard Zeller, Paris, Tallandier, 2014.

#### DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE

- AGERON, Charles-Robert, *La Décolonisation française* (1991), 2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, Paris, Amand Colin, 1994.
- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Afrique noire française. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS éditions, 1992.



- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995.
- AMSELLE, Jean-Loup, et M'BOKOLO, Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie : ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.
- ANDERSON, David, *Histories of the Hanged: The Dirty War in Kenya and the End of Empire*, New York, Norton, 2005.
- ANDREW, Christopher, et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB à l'assaut du tiers monde : agression, corruption, subversion*, Paris, Fayard, 2008.
- AWENANGO, Séverine, BARTHÉLÉMY, Pascale, et TSHIMANGA, Charles (dir.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- BAT (Jean-Pierre), « Les archives de l'AEF », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 301-310.
- , « Le rôle de la France après les indépendances. Jacques Foccart et la *Pax Gallica* », *Afrique contemporaine*, 235, 2010/3, p. 43-52.
- , *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2012.
- , « Georges Conan. RG et contre-subversion au Cameroun (1955-1960) » et « Artine Hamalian, itinéraire d'un policier "harki" avant la lettre. De la Sûreté générale du Liban et de la Syrie à la délégation SCTIP de Fort-Lamy », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 167-171 et p. 187-198.
- , « Les diamants (de Bokassa) sont éternels. Pré carré et guerre fraîche : la fabrique de la Françafrique », *Afrique contemporaine*, 246, 2013/2, p. 127-148.
- , *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015, rééd. poche 2017.
- , *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Paris, Tallandier, 2016.
- , « Le secteur N (Afrique) et la fin de la Guerre froide », *Relations internationales*, 165, 2016/1, p. 43-56.
- BAT, Jean-Pierre, et GENESTE, Pascal, « Jean Mauriceau-Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 87-100.
- BAULIN, Jacques, *La Politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor-Press, 1980.
- , *La Succession d'Houphouët-Boigny : les débuts de Konan Bédié*, Paris, Karthala, 2000.
- BAYART, Jean-François, *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (2<sup>e</sup> éd. 2006).
- BAZENGISSA-GANGA, Rémy, *Les Voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Paris, Khartala, 1997.
- BERNAULT, Florence, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996.
- BERNUSSOU, Jérôme, *Histoire et mémoire au Niger de l'indépendance à nos jours*, Toulouse, CNRS/Université de Toulouse-le-Mirail, 2009.

- BETI, Mongo, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspero, 1972, rééd. Paris, La Découverte, 2010.
- BIGO, Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karhala, 1988.
- BRUNSCHWIG, Henri, *L'Avènement de l'Afrique Noire, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1963.
- BUIJTENHUIJS, Robert, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984) : la révolution introuvable*, Paris/Ra Leiden, Karhala/Afrika-Studiecentrum, 1987.
- CHAFER, Tony, et KEESE, Alexander, *Francophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2014.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, et DUPAQUIER, Jean-François, *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris, Karhala, 2007.
- Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique*, t. VIII : *L'Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, 1988.
- Congo 1960 : échec d'une décolonisation*, préface de Colette Braeckman, Bruxelles, André Versaille, 2010.
- COOPER, Frederick, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; *L'Afrique depuis 1940*, trad. Christian Jeanmougin, Paris, Payot, 2008, rééd. poche 2012.
- CORNÈDE, Martine, « Politique d'ouverture des fonds coloniaux », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 313-320.
- CORREAU, Laurent, *Goukouni Weddeye. Témoignage pour l'histoire du Tchad*, RFI, 2008.
- DARD, Olivier, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.
- DELTOUBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, et TATSITSA, Jacob, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011.
- DECALO, Samuel, *Psychoses of Power: African Personal Dictatorships*, Boulder (Colo.)/London, Westview Press, 1998.
- DE WITTE, Ludo, *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Karhala, 2000.
- DINMMADJI DE PARSAMBA, Arnaud, *Ngarta Tombalbaye. Parcours et rôle dans la vie politique du Tchad (1959-1975)*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- DURAND, Pierre-Michel, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- ELKINS, Caroline, *Britain's Gulag. The Brutal End of Empire in Kenya*, London, Jonathan Cape, 2005.
- EL MECHAT, Samia, et RENUCCI, Florence, *Les Décolonisations au XX<sup>e</sup> siècle. Les hommes de la transition. Itinéraires, actions et traces*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- EVARD, Camille, « Le chef de bataillon François Beslay, un officier hors-cadre. Des méharistes coloniaux à l'armée nationale mauritanienne », dans Jean-Pierre Bat

- et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 173-186.
- FAES, Géraldine, et SMITH, Stephen, *Bokassa I<sup>er</sup>, un empereur français*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- FALIGOT, Roger, *Tricontinentale. Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.
- GALIBERT, Didier, *Les Gens de pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoires (1956-2002)* (2009), 2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, Paris, Karthala, 2011.
- GÉRARD, Claude, *Les Pionniers de l'indépendance*, Paris, Inter-continents, 1975.
- GIFFORD, Prosser, et LOUIS, William Roger (dir.), *Decolonization and African Independence: The Transfers of Power (1960-1980)*, New Heaven/London, Yale University Press, 1988.
- GLASER, Antoine, et SMITH, Stephen, *Ces messieurs Afrique. Le Paris-village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
- , *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005, rééd. Paris, Hachette littératures, coll. « Pluriel », 2006, nouvelle éd., Paris, Pluriel, 2014.
- GRAH MEL, Frédéric, *Félix Houphouët-Boigny. Biographie*, Abidjan/Paris, CERAP/Maisonneuve et Larose, t. 1, *Le Fulgurant Destin d'une jeune proie (?-1960)*, 2003 ; t. 2, *L'Épreuve du pouvoir (1960-1980)*, 2010 ; t. 3, *La Fin et la suite*, 2010.
- JENNINGS, Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.
- LAZARUS, Neil (dir.), *Penser le postcolonial, introduction critique*, Paris, Amsterdam, 2006.
- LE HUNSEC, Mathieu, *La Marine nationale en Afrique depuis les indépendances : cinquante ans de diplomatie navale dans le golfe de Guinée*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2011.
- LEWIN, André, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984) : président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- MARINHO, António Luís, *Operação Mar Verde. Um documento para a história*, Lisboa, Temas e Debates, 2006.
- MATEUS, Dalila Cabrita, *A PIDE/DGS na Guerra Colonial (1961-1974)*, Lisboa, Terramar, 2004.
- M'BAYE, Saliou, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 291-299.
- , *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal (1956-2000)*, Dakar, chez l'auteur, 2012.
- MÉDARD, Jean-François (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.
- MEMMI, Albert, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres* (2004), éd. revue et augmentée d'une postface, Paris, Gallimard, 2005, rééd. coll. « Folio actuel », 2007.

- MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du tiers monde* (1993), 2<sup>e</sup> éd., Paris, Hachette supérieur, 2005.
- MIGANI, Guïa, *La France et l'Afrique subsaharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- MORTIMER, Edward, *France and the Africans (1944-1960): A Political History*, London, Faber & Faber, 1969.
- MURPHY, Philip, *Monarchy and the End of Empire. The House of Windsor, the British Government and the Postwar Commonwealth*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- NATIVEL, Didier, et RAJAONAH, Faranirina (dir.), *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Paris, Karthala, 2007.
- N'DOMBET, Wilson-André, *Partis politiques et unité nationale au Gabon (1957-1989)*, Paris, Kathala, 2009.
- NGOUPANDE, Jean-Paul, *L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé*, Paris, Albin Michel, 2002.
- OBIANG, Jean-François, *France-Gabon, pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- RABENORO, Césaire, *Les Relations extérieures de Madagascar de 1960 à 1972*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- RAISON-JOURDE, Françoise et ROY, Gérard, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Paris, Karthala, 2010.
- RAVALOSON, Jaona, *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- SAUR, Léon, *Le Sabre, la machette et le goupillon. Des apparitions de Fatima au génocide rwandais*, [Bierges], Mols, 2010.
- SAURA, André, *Philibert Tsiranana (1910-1978), premier président de la République de Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 2006, t. 1, *À l'ombre de de Gaule*; t. 2, *Le Crépuscule du pouvoir*.
- TIQUET, Romain, « D'un État à l'autre, la stratégie du Guépard policier. Transfert total ou legs partiel des pouvoirs de police en Haute-Volta (1949-1960) » et « Hubert Kho. Premier Africain de la Sûreté voltaïque », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 125-145 et p. 199-207
- TORRENT, Mélanie, *British Decolonisation (1919-1984). The Politics of Power, Liberation and Influence*, Paris, PUF/CNED, 2012.
- VERMEREN, Pierre, *Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Paris, Odile Jacob, 2015.
- VERSCHAVE, François-Xavier, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

- WALRAVEN, Klass Van, *The Yearning for Relief. A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill, 2013 ; *Le Désir du calme : l'histoire du mouvement Sawaba au Niger*, trad. fr., Rennes, PUR, 2017.
- WALTON, Calder, *Empire of secrets. British Intelligence, Cold War and the Twilight of Empire*, London, HarperPress, 2013.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique : de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.

## HISTOIRE DES OUTRE-MER

- ALDRICH, Robert, et CONNELL, John, *The Last Colonies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- , *French overseas Frontiers: Départements et territoires d'outre-mer*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- AUDIGIER, François, « Les gaullistes et la Nouvelle-Calédonie de l'après-guerre à 1981 », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, 4, 2004, p. 61-68.
- , « Jacques Foccart, un conseiller très influent au service d'une certaine idée de l'Outre-Mer (1965-1969) », dans Paul de Deckker (dir.), *Figures de l'État dans le Pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 195-210.
- , « Les réseaux Foccart en Outre-Mer à la fin de la IV<sup>e</sup> République, une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 358-359, 2008, p. 59-75.
- BONIN, Hubert (dir.), « Mayotte : un enjeu ultramarin », n° 374-375 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2012, p. 5-99.
- COMBEAU, Yves, *L'Île de la Réunion dans le XX<sup>e</sup> siècle : un itinéraire français dans l'océan Indien (colonie, département, région)*, [Saint-Denis]/[Saint-André], CRESOI/Océan éditions, 2009.
- [Commission temporaire d'information et de recherche historique], *Rapport à Madame la ministre des Outre-mer sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 et de mai 1967 en Guadeloupe*, Paris, La Documentation française, 2016<sup>8</sup>.
- CONSTANT, Fred, et DANIEL, Justin (dir.), *1946-1996 : Cinquante ans de départementalisation outre-mer*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- DANIEL, Justin (dir.), *Les Outre-mer à l'épreuve du changement : réalités et perspectives des réformes territoriales*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- DUBOIS, Colette, *Djibouti 1888-1967. Héritage ou frustration?*, Paris, L'Harmattan, 1997.

8 Co-auteurs : Benjamin Stora, Michelle Zancarini-Fournel, Jacques Dumont, Laurent Jalabert, Louis-Georges Placide, Serge Mam Lam Fouck, Edenz Maurice et Sylvain Mary. Le rapport est en ligne sur le site internet de la Documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000717.pdf>

- , « Jacques Foccart et Ali Aref. Un mariage d'intérêt ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 35-49.
- DUMONT, Jacques, *L'Amère Patrie. Histoire des Antilles françaises au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2010.
- DUMONT, Jacques, BÉRARD, Benoît, et SAINTON, Jean-Pierre (dir.), « Les territoires de l'histoire antillaise », n° 378-379 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2013.
- GAUVIN, Gilles, *Michel Debré et l'île de la Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006.
- IDRISS, Mamaye, « Mayotte département, la fin d'un combat ? Le mouvement populaire mahorais : entre opposition et francophilie (1958-1976) », *Afrique contemporaine*, 247, 2013/3, p. 119-135.
- GUYON, Stéphanie, « Des "Primitifs" aux "Autochtones", savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 49-70.
- HACHEZ-LEROY, Florence, « Étude d'une relation ambiguë : Foccart et l'entreprise Pechiney », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 163-170.
- JALABERT, Laurent, *La Colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours*, Paris, Les Indes savantes, 2007.
- , « Les sources de l'histoire de l'Outre-mer sous la V<sup>e</sup> République : abondance et diversité pour une histoire en construction », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 354-355, 2007/1, p. 285-303.
- LACHAISE, Bernard, « Le RPR et l'Outre-Mer (1981-1986) », dans Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français de Pacifique (1981-1988). Mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français*, Paris, Les Indes savantes, 2003.
- MAM LAM FOUCK, Serge, *Histoire générale de la Guyane française, des débuts de la colonisation à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, Cayenne, Ibis Rouge, 2010.
- MARY, Sylvain, *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. Le RPF sous l'œil de Jacques Foccart*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- , « La genèse du service militaire adapté à l'outre-mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 132, octobre-décembre 2016, p. 97-110.
- , « Guerre froide et anti-impérialisme dans la "Méditerranée américaine". La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d'histoire immédiate*, 2017/1, à paraître.
- MAURICE, Edenz, « Le préfet face aux enseignants autonomistes en Guyane de 1946 au tournant des années 1960. Une inédite rencontre administrative en contexte post-colonial », *Politix*, 2016/4, p. 53-79.
- MOHAMED-GAILLARD, Sarah, *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1992*, Bruxelles, Peter Lang, 1998.

- , « Du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides au Vanuatu : deux métropoles pour une indépendance », *Journal de la Société des océanistes*, 133, 2011, p. 309-321.
- , « Pierre Messmer, ministre de l'Outre-mer (1971-1972) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 242-251.
- REGNAULT, Jean-Marc, *Pouvanaa a Oopa, victime de la raison d'État. Les documents parlent*, Moorea, Les Éditions de Tahiti, 2003.
- , *Conclusions de la mission confiée à Jean-Marc Regnault par l'Assemblée de la Polynésie française: éléments pour une révision du procès de Pouvanaa A Oopa*, Assemblée de la Polynésie française, 2012.
- , « Gouverneurs du Pacifique (1958-1977) », dans François Audigier, Bernard Lachaise, Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 261-282.
- SAINTON, Jean-Pierre, *La Décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Martinique et en Guadeloupe (1943-1967)*, Pointe-à-Pitre, Jasor, 2012.
- TRÉPIED, Benoît, « La décolonisation sans l'indépendance? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975) », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 7-27.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Émotions antillaises, émotion de l'historienne, au prisme de l'histoire postcoloniale et des relations internationales », dans Antoine Marès et Marie-Pierre Rey (dir.), *Mémoires et émotions : au cœur de l'histoire des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, p. 247-257.

## POLITIQUE GAULLISTE ET HISTOIRE DU RENSEIGNEMENT

- AUDIGIER, François, *Histoire du SAC : la part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003.
- , « Le SAC de 1968 à 1974, une officine de renseignement politique? », dans Sébastien Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2009, p. 109-136.
- AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, et LAURENT, Sébastien (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.
- BERTRAND, Christophe, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016.
- BRUYÈRE-OSTELLS, Walter, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014.
- CHIARADIA, Éric, *L'Entourage du général de Gaulle (1959-1969)*, Paris, Publibook, 2011.
- FALIGOT, Roger, GUISEL, Jean, et KAUFFER, Rémi, *Histoire politique des services secrets français, de la seconde guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.
- FAURE, Claude, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004.

- FORCADE, Olivier, « Michel Debré et les fins politiques du renseignement 1959-1962 », dans Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-François Sirinelli (dir.), *Michel Debré, Premier ministre (1959-1962)*, Paris, PUF, 2005, p. 489-513.
- , « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », *Histoire, économie, société*, 2012/2, p. 99-110.
- , « Les réformes du renseignement en France 2007-2012 », *Annuaire français de relations internationales*, 14, 2013, p. 617-631.
- , « Le renseignement dans la Seconde Guerre mondiale », dans Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947 : la guerre-monde*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2015, t. 1, p. 881-912.
- , « La guerre secrète du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle » dans Christophe Bertrand, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016, p. 31-35.
- FORCADE, Olivier, *et alii* (dir.), *Militaires en République (1870-1962). Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.
- GENESTE, Pascal, « Les papiers Foccart aux Archives nationales », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 78, avril-juin 2003, p. 157-162.
- , « Jacques Foccart ou la politique africaine de la France gaullienne », dans Philippe Oulmont et Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014, p. 184-195.
- HACHEZ-LEROY, Florence (dir.), « Foccart, entre France et Afrique », n° 30 des *Cahiers du Centre de recherches historiques*, octobre 2002.
- LACHAISE, Bernard, LE BÉGUEC, Gilles, et THOMAS, Jean-Paul (dir.), *Mai 1958, le retour du général de Gaulle*, Rennes, PUR, 2010.
- LAURENT, Sébastien, « Pierre Messmer et la gestion de la crise : le ministre des Armées, la sécurité militaire et le SDECE (1960-1970) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 225-237.
- , « Le gaullisme et la "communauté du renseignement" sous la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République, quand "l'État secret" s'impose en pouvoir politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 331-352.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Les espions français parlent. Archives et témoignages inédits des services secrets*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, cat. expo. Paris, Archives nationales, 4 novembre 2015-28 février 2016, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015.
- LAVROFF, Dimitri-Georges (dir.), *La Politique africaine du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Pédone, 1981.



- NICK, Christophe, *Résurrection. Naissance de la V<sup>e</sup> République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998.
- NOUZILLE, Vincent, *Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents, 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009.
- OULMONT, Philippe, et VAÏSSE, Maurice (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014.
- PÉAN, Pierre, *L'Homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V<sup>e</sup> République*, Paris, Fayard, 1991.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- SOUTOU, Georges-Henri, et ROBIN-HIVERT, Émilie (dir.), *L'Afrique indépendante dans le système international*, Paris, PUPS, 2012.
- TRICAUD, Sabrina, *L'Entourage de Georges Pompidou : institutions, hommes et pratiques*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2014.
- TURPIN, Frédéric, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 8, mai-août 2009.
- , *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique : décoloniser et coopérer (1958-1974)*, Paris, Les Indes savantes, 2010.
- , « Jacques Foccart, le conseiller politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 185-196.
- , « Le poids du facteur colonial dans les conceptions de la puissance du général de Gaulle », dans Éric Bussière, Isabelle Davion, Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.), *Penser le système international. Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*, Paris, PUPS, 2013, p. 169-176.
- , *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.
- VAÏSSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- , *Comment de Gaulle fit échouer le putsch d'Alger*, Bruxelles, André Versaille, 2011.

## ŒUVRES DE FICTION

- CÉSAIRE, Aimé, *Une saison au Congo* (1966), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2011.
- CONCHON, Georges, *L'État sauvage*, Paris, Albin Michel, 1964.
- KOUROUM, Ahmadou, *En attendant le vote des bêtes sauvages* (1998), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2000.
- MANCHETTE, Jean-Patrick, *L'Affaire N'Gustro* (1971), Paris, Gallimard, coll. « Folio policier », 1999.

## FILMS DOCUMENTAIRES

*Bokassa I<sup>er</sup>, empereur de Françafrique*, d'Emmanuel Blanchard, Program33 et ECPAD, 2010 (60 min.).

*Cameroun. Autopsie d'une indépendance*, de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, Program33, 2008 (52 min.).

*Foccart, l'homme qui dirigeait l'Afrique*, de Cédric Tourbe, K'IEN production, 2010 (90 min.).

*Françafrique*, 1. *La Raison d'État*, 2. *L'Argent roi*, de Patrick Benquet, Compagnie des Phares et Balises, 2010 (deux fois 80 min.).

*Histoire de l'outre-mer*, de Christiane Succab-Goldman, JEM-Productions, 2011 :  
1. *L'Héritage colonial* (53 min.), 2. *Les Turbulences de la décolonisation* (54 min.),  
3. *L'Ère de la mondialisation*, (54 min.).

*Histoires secrètes du Biafra : Foccart s'en va en guerre*, de Joël Calmettes, Point du Jour, 2001 (52 min.).

406

*L'Île veilleuse. Aimé Césaire, une voix pour l'histoire*, d'Euzhan Palcy, Les Cavales de la nuit (54 min.).

*Mai 1967, la répression policière en Guadeloupe*, de Xavier-Marie Bonnot et François-Xavier-Guillerm, France Télévisions, 2013 (54 min.).

*Pouvanaa, l'élu du peuple*, de Marie-Hélène Villierme, Tuatau Production, 2012 (90 min.).

*Les Présidents et l'outre-mer. Amours et désamours (1958-2012)*, de Félix Olivier, France Ô, 2014 (deux fois 55 min.).

*Tirailleur, président, général. Eyadéma du Togo*, d'Éric Deroo, Zaradoc-Les Films du Village, 2001 (52 min.).

## NOTICES BIOGRAPHIQUES

**François Audigier** est professeur à l'université de Lorraine. Spécialiste d'histoire politique, il a notamment publié *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme* (Stock, 2003) et *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, avec Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (Nouveau Monde éditions, 2013). Il coordonne actuellement le programme ANR VIORAMIL consacré aux violences et radicalisations militantes en France des années 1980 à nos jours.

**Laurence Badel** est professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Panthéon-Sorbonne, membre de l'UMR SIRICE et du LABEX EHNE. Ses travaux portent sur les cultures diplomatiques de l'Europe et sur les relations extérieures de l'Union européenne en particulier avec la sphère asiatique. Elle a publié *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX<sup>e</sup> siècle* (Publications de la Sorbonne, 2010) ; « From one globalization to the next: Diplomatic practices and new international relations », dans V. Génin, M. Osmont, T. Raineau (dir.), *Reshaping Diplomacy. Networks, Practices and Dynamics of Socialization in European Diplomacy since 1919* (Peter Lang, 2016) ; « Interrégionalisme, rivalités économiques et cultures diplomatiques : une approche historique du processus Asie-Europe (ASEM) », dans S. Santander (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent* (Peter Lang, 2016) ; « La France et Singapour dans les années 1990 entre interrégionalisme, intérêts économiques et enjeux globaux », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 26 (mai-août 2015).

**Françoise Banat-Berger**, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservatrice générale du patrimoine, est directrice des Archives nationales.

**Arthur Banga** est docteur en histoire de l'École pratique des hautes études (EPHE) de Paris et de l'université Houphouët-Boigny d'Abidjan. Spécialiste de l'histoire des relations franco-ivoiriennes, il a publié plusieurs articles sur l'histoire de la défense ivoirienne. Il est enseignant-chercheur au département d'histoire de l'université Houphouët-Boigny.

**Jean-Pierre Bat**, archiviste paléographe (École nationale des chartes), agrégé d'histoire et docteur de l'université Panthéon-Sorbonne, chercheur au CNRS

et au centre Jean-Mabillon (École nationale des chartes). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale, il est détaché aux Archives nationales comme chargé d'études « Afrique » et responsable du fonds Foccart. Il est l'auteur du *Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours* (Gallimard, 2012), *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique* (Nouveau Monde éditions, 2015), *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État* (Tallandier, 2016) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

**408** **Walter Bruyère-Ostells** est professeur des universités à Sciences Po Aix (CHERPA). Il enseigne également à l'École de l'Air et à l'École des commissaires des armées. Ses recherches portent sur les combattants non-conventionnels et sur la violence de guerre. Il a récemment publié : *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989* (Nouveau Monde éditions, 2014), *French Mercenaries, Violence and Systems of Domination in Sub-Saharan Africa* (The Edwin Mellen Press, 2016) et a coordonné le dossier « L'outil militaire au service de l'influence française en Afrique subsaharienne », *Relations internationales* (2016).

**Nicolas Courtin** est rédacteur en chef adjoint de la revue *Afrique contemporaine*, et chargé de mission à la direction Études, recherches et savoirs de l'Agence française de développement. Il prépare une thèse de doctorat d'histoire sur l'Académie militaire d'Antsirabé et la formation des élites militaires à Madagascar. Cofondateur du Groupe d'études sur les mondes policiers en Afrique (GEMPA), ses recherches portent sur les forces armées, le renseignement en Afrique, et les institutions pénales (police, gendarmerie, prison) en situation coloniale. Il a dirigé, avec Jean-Pierre Bat, *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)* (PUR, 2012) et dirige actuellement avec Jean-Pierre Bat et Vincent Hiribarren un ouvrage sur l'histoire du renseignement impérial (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) (2017, à paraître).

**Olivier Dard** est professeur à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste d'histoire politique, notamment des droites radicales en France et en Europe, il est notamment l'auteur de *Voyage au cœur de l'OAS* (Perrin, 2005 et 2011), *Bertrand de Jouvenel* (Perrin, 2008). Il a dirigé avec Daniel Lefeuvre, *L'Europe face à son passé colonial* (Riveneuve, 2009), et, avec François Cochet, *Subversion, anti-subversion et contre-subversion* (Riveneuve, 2010).

Docteur en histoire contemporaine de l'université Panthéon-Sorbonne, **Camille Evrard** est actuellement chercheur *post doc* au Labex « Structuration des mondes sociaux » de l'université Toulouse Jean Jaurès, et est associée aux laboratoires Framespa et IMAf. Ayant soutenu une thèse sur l'histoire de l'armée en Mauritanie, elle travaille également sur le cas nigérien. Ses recherches concernent autant l'histoire de l'empire colonial français en Afrique sahélo-saharienne, en particulier celle des politiques de l'ordre, que l'histoire des forces armées et de sécurité dans le cadre de la construction des États post-coloniaux.

**Olivier Feiertag** est professeur à l'université de Rouen. Il est spécialiste d'histoire des relations monétaires et financières internationales au xx<sup>e</sup> siècle. Il a récemment publié, avec Michel Margairaz, *Les Banques centrales et l'État-nation* (Presses de Sciences Po, 2016).

Professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Paris-Sorbonne, **Olivier Forcade** est membre de l'UMR SIRICE, dont il est le directeur adjoint, et du LABEX EHNE. Il a récemment publié *La Censure en France pendant la Grande Guerre* (Fayard, 2016). Il a dirigé, avec Rainer Hudemann, Fabian Lemmes et Johannes Grossmann, un programme de recherche franco-allemand ANR-DFG consacré aux déplacements de population à la frontière franco-allemande (1939-1945), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege* (Metropol Verlag, 2014).

Spécialiste de l'histoire de l'Océanie et de l'Outre-mer français, **Sarah-Mohamed Gaillard** est maître de conférences à l'INALCO. Elle a notamment publié *L'Archipel de la puissance? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1998* (Peter Lang, 2010) et *Histoire de l'Océanie de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours* (Armand Colin, 2015)

**Pascal Geneste**, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservateur en chef du patrimoine, est directeur adjoint des Archives départementales de la Gironde. Responsable des archives de la présidence de la République à la section du xx<sup>e</sup> siècle des Archives nationales (notamment les fonds Pompidou, Giscard d'Estaing, Chirac et Foccart) de 2001 à 2011, il est l'archiviste du président Valéry Giscard d'Estaing. Il est l'auteur des *Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)* (Somogy/Archives nationales, 2007) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

Professeur à l'École normale supérieure d'Abidjan et chercheur à la fondation Félix-Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, **Frédéric Grah Mel** est l'auteur de plusieurs biographies consacrées à Alioune Diop, à Félix Houphouët-Boigny ou au cardinal Bernard Yago.

**Charly Jollivet** est doctorant en archivistique et ATER à l'université d'Angers. Ses recherches portent sur les archives dans les pays et territoires de la zone Sud-Ouest de l'océan Indien.

410 Archiviste paléographe, conservatrice du patrimoine, **Anne Leblay-Kinoshita** est docteure en histoire et civilisations. Actuellement chef de la mission Archives de la Bibliothèque nationale de France, ses travaux portent sur l'histoire de l'immigration et sur l'histoire des archives. Notamment auteur de « L'enseignement espagnol à Paris sous la Restauration et la monarchie de Juillet » (*Revue d'histoire de l'éducation*, 139, 2013) et co-auteur de « Destructures, reconstitutions, instructions. Les leçons de l'année 1940 au ministère des Affaires étrangères » (dans *1940, l'empreinte de la défaite, Témoignages et archives*, PUR, 2014).

**Anna Konieczna** est docteur en histoire de Sciences Po (2013) et ATER en histoire à l'Université Paris-Est Créteil. Elle a été *Deakin Visiting Fellow* à St Antony's College à l'Université d'Oxford (2015-2016). Ses recherches portent sur l'histoire de la politique étrangère de la France en Afrique « hors champ » et sur l'histoire du mouvement anti-apartheid européen.

**Sébastien-Yves Laurent**, politologue et historien, est professeur à l'université de Bordeaux. Ses travaux portent sur l'exercice de la sécurité par l'État. Il a récemment publié *l'Atlas du renseignement. Géopolitique du pouvoir* (Presses de Sciences-Po, 2014) ; dirigé *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle* (Nouveau Monde éditions, 2015) ; et co-dirigé avec Bertrand Warusfel *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe* (Presses universitaires de Bordeaux, 2016).

**Sylvain Mary** est agrégé d'histoire et doctorant ATER en histoire à l'université Paris-Sorbonne. Sa thèse, sous la direction d'Olivier Forcade, porte sur la politique française de départementalisation Outre-mer à travers l'exemple des Antilles (1944-1981). Il a été, par ailleurs, membre de la commission temporaire d'information historique du ministère des Outre-mer en 2015 et 2016. Il a publié *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. La RPF sous l'œil de Jacques Foccart* (L'Harmattan, 2014).

Archiviste paléographe (École nationale des chartes), **Saliou M'Baye** est directeur honoraire des Archives nationales du Sénégal qu'il a dirigées de 1977 à 2005, et professeur à l'université Cheikh Anta Diop. Il est l'auteur de *Histoire des institutions coloniales françaises en Afrique de l'Ouest 1816-1960* (Dakar, 1991) et de *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal 1956-2000* (Dakar, 2012).

**Guia Migani** est maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours. Lauréate du prix Espoir 2006 de la fondation Charles-de-Gaulle, elle a notamment publié *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance* (Peter Lang, 2008) et, plus récemment, *Les Années Barroso*, avec Éric Bussière (Tallandier, 2014).

Agrégé et docteur en histoire, spécialiste de la vie politique et des institutions de l'Océanie, **Jean-Marc Regnault** est maître de conférences honoraire (HDR Université Bordeaux Montaigne), chercheur associé à l'université de la Polynésie française. Récemment organisateur ou co-organisateur de plusieurs colloques dans le cadre du réseau-Asie/Océanie du CNRS (« L'Océanie convoitée » à Paris en 2015 et à Papeete en 2016, actes à paraître), il a notamment publié *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique : 1981-1988* (Les Indes savantes, 2003) et *L'ONU, la France et les décolonisations tardives. L'exemple des terres françaises d'Océanie* (Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2013).

**Mélanie Torrent** est maître de conférences en études britanniques et du Commonwealth à l'Université Paris Diderot et membre du laboratoire de recherches sur les cultures anglophones (UMR 8225). Elle est membre de l'Institut universitaire de France et *Senior Research Fellow* à l'Institute of Commonwealth Studies. Elle est l'auteur de *Diplomacy and Nation-Building: Franco-British Relations and Cameroon at the End of Empire* (I.B. Tauris, 2012) et a co-dirigé, avec Claire Sanderson, *La Puissance britannique en question : diplomatie et politique étrangère au XX<sup>e</sup> siècle / Challenges to British Power Status: Foreign Policy and Diplomacy in the 20th Century* (Peter Lang, 2012). Ses recherches portent sur l'histoire connectée des fins des empires européens en Afrique et la politique étrangère britannique depuis la seconde guerre mondiale.

**Frédéric Turpin** est professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Savoie (Chambéry) où il est titulaire d'une chaire Senghor pour la francophonie. Il a notamment publié *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique. Décoloniser et coopérer (1958-1974)* (Les Indes savantes, 2010) et *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir* (CNRS éditions, 2015).

**Klaas van Walraven** est professeur à l'Université de Leiden (Pays-Bas). Spécialiste du Niger, il a notamment publié *The Yearning for Relief: A History of the Sawaba Movement in Niger* (Brill, 2013).

**Pierre Vermeren** est professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Panthéon-Sorbonne, auteur d'une *Histoire du Maroc depuis l'indépendance* (4<sup>e</sup> éd., La Découverte, 2016). Il a également publié *Le Choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes* (Odile Jacob, 2015).



## TABLE DES ABRÉVIATIONS DES CENTRES D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION

ABCEAO	Archives de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Paris)
AMAE	Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve)
AN	Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine)
ANM	Archives nationales de Madagascar (Antananarivo)
ANMT	Archives nationales du monde du travail (Roubaix)
ANOM	Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence)
CAEF	Centre des archives économiques et financières (Savigny-le-Temple)
CHETOM	Centre d'histoire et d'études des Troupes d'Outre-mer (Fréjus)
CNDRS	Centre national de documentation et de recherche scientifique (Comores)
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques (Paris)
NLA	National Library of Australia (Canberra)
TNA	The National Archives (Kew, Londres)
SHD	Service historique de la Défense (Vincennes)

421

### CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Pour l'ensemble des documents reproduits dans l'ouvrage, excepté l'annexe cartographique: © Archives nationales (France).



## TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	7
Françoise Banat-Berger	
Introduction. Jacques Foccart, une vie politique.....	9
Olivier Forcade	

### PREMIÈRE PARTIE PORTRAITS D'ACTEURS

Foccart face à ses sources.....	25
Jean-Pierre Bat	
René Journiac, « le Foccart de Giscard »?.....	49
Pascal Geneste	
Félix Houphouët-Boigny, le ministre français qui est devenu chef d'État en Côte d'Ivoire.....	65
Frédéric Grah Mel	

### DEUXIÈME PARTIE LA DÉCOLONISATION À LA LUMIÈRE DU FONDS FOCCART

La coopération militaire et les enjeux de défense en Afrique de l'Ouest : les cas de la Mauritanie et de l'Entente.....	81
Arthur Banga & Camille Evrard	
Symphonie militaro-sécuritaire sur la Grande Île. Madagascar et l'ordre foccartien ...	97
Nicolas Courtin	
Jacques Foccart et le Niger : le briseur du Sawaba dupé par les militaires (1958-1974).....	117
Klaas van Walraven	
Bob Denard : les archives d'un mercenaire foccartien.....	133
Walter Bruyère-Ostells	
« Chasse gardée » au Cameroun ? Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et la gestion des sphères d'influence française et britannique en Afrique de l'Ouest.....	145
Mélanie Torrent	

La France, l'Afrique et la connexion marocaine.....	163
Pierre Vermeren	
Refaire le procès d'une victime tahitienne de la Grandeur. Quête et requête en faveur de l'innocence du député Pouvanaa a Oopa.....	177
Jean-Marc Regnault	
Les archives des rues Oudinot et Monsieur au prisme de Foccart.....	191
Anne Leblay-Kinoshita	

TROISIÈME PARTIE  
LA « MÉTHODE FOCCART »

Foccart, l'OAS et l'extrême droite.....	203
Olivier Dard	
Jacques Foccart et le Service d'action civique.....	219
François Audigier	
Foccart au miroir du SDECE des années 1960 : entre « pré carré » africain et guerre froide .....	231
Sébastien-Yves Laurent	
Politique de l'urgence contre la décolonisation. Foccart, conseiller présidentiel pour les départements d'Outre-mer (1958-1974).....	239
Sylvain Mary	
L'apport du fonds Foccart pour l'histoire des Comores (1958-1974).....	255
Charly Jollivet	
Jacques Foccart : pourquoi la légende noire? .....	265
Frédéric Turpin	

QUATRIÈME PARTIE  
AFFAIRES DIPLOMATIQUES  
& DIPLOMATIE D'AFFAIRES

La politique du franc CFA (1959-1974) : le tournant de la décolonisation monétaire .....	287
Olivier Feiertag	
La CEE et l'Afrique, quel projet de développement pour la coopération eurafricaine? (1958-1972) .....	309
Guia Migani	
Les enjeux de la « francophonie économique » : les voies renouvelées de l'influence française au tournant des années 1960-1970 .....	323
Laurence Badel	

Le nickel calédonien, un levier de la puissance française en Océanie (1958-1974)..	341
Sarah Mohamed-Gaillard	
L'Afrique du Sud, un partenaire particulier pour le « dialogue » .....	353
Anna Konieczna	
Conclusion. Ouvrir les archives de la Françafrique. . . . .	369
Saliou Mbaye	
Cartes .....	373
Jacques Foccart en quelques dates .....	383
Plan de l'inventaire du fonds Foccart aux Archives nationales.....	385
Bibliographie .....	393
Notices biographiques .....	407
Index .....	413
Table des abréviations des centres d'archives et de documentation .....	421
Crédits photographiques .....	422
Table des matières .....	423

